Rap
sta

IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

NOVEMBRE 1996

Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Québec, 1996
ISBN 2-550-31031-4

RÉDACTION

Gaétan Hardy
Direction de la recherche, de l'évaluation,
des statistiques et de la Bibliothèque

avec la collaboration de

Ginette Massé
Jean Ouellet
Paul Marchand
Direction de la recherche, de l'évaluation,
des statistiques et de la Bibliothèque

Jean-Marc Veilleux
Direction de l'inforoute et des communications

Édition du document

Sylvie Jobin
Direction de la recherche, de l'évaluation,
des statistiques et de la Bibliothèque

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

NOVEMBRE 1996

103-01661/

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux 7

Liste des graphiques 11

SOMMAIRE 13

PRÉSENTATION 17

1. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ... 21

1.1 Effets économiques 22
1.2 Impact économique du secteur 32

2. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE 37

2.1 Effets économiques 38
2.2 Impact économique du secteur 45

3. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS 49

3.1 Effets économiques 49
3.2 Impact économique du secteur 56

ANNEXE 1: EXPLICATION DES TERMES UTILISÉS 59

ANNEXE 2: RÉSULTATS DE L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE PAR SECTEUR ET DOMAINE D'ACTIVITÉ 67

ANNEXE 3: TABLEAUX SYNTHÈSES DES EFFETS ÉCONOMIQUES PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 89

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1
Le secteur de la culture et des communications 22

TABLEAU 2
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture et des communications 24

TABLEAU 3
Effets économiques sur le produit intérieur brut de chacun des secteurs de la culture et des communications 25

TABLEAU 4
Produit intérieur brut au coût des facteurs — 1992 27

TABLEAU 5
Effets économiques sur l'emploi et les revenus de travail du secteur de la culture et des communications 28

TABLEAU 6
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail selon les secteurs de la culture et des communications 29

TABLEAU 7
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements du secteur de la culture et des communications 31

TABLEAU 8
Effets sur les revenus des gouvernements selon les secteurs de la culture et des communications ... 31

TABLEAU 9
Impact économique du secteur de la culture et des communications 33

TABLEAU 10
Impact économique selon les secteurs de la culture et des communications 34

TABLEAU 11
Effets multiplicateurs sur l'économie québécoise du secteur de la culture et des communications 36

TABLEAU 12
Le secteur de la culture 38

TABLEAU 13
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture 40

TABLEAU 14
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture selon les domaines 41

TABLEAU 15
Effets économiques sur l'emploi et le revenu de travail du secteur de la culture 42

TABLEAU 16
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail du secteur de la culture selon les domaines 43

TABLEAU 17
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements du secteur de la culture 45

TABLEAU 18
Effets sur les revenus des gouvernements du secteur de la culture selon les domaines 45

TABLEAU 19
Impact économique du secteur de la culture 46

TABLEAU 20
Impact économique du secteur de la culture selon les domaines 47

TABLEAU 21
Effets multiplicateurs des entreprises du secteur de la culture 48

TABLEAU 22
Le secteur des communications/médias 49

TABLEAU 23
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias 51

TABLEAU 24
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias selon les domaines 52

TABLEAU 25
Effets économiques sur l'emploi et le revenu de travail du secteur des communications/médias 53

TABLEAU 26
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail du secteur des communications/médias selon les domaines 54

TABLEAU 27
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements du secteur des communications/médias 56

TABLEAU 28
Effets sur les revenus des gouvernements du secteur des communications/médias selon les domaines 56

TABLEAU 29
Impact économique du secteur des communications/médias 57

TABLEAU 30
Impact économique du secteur des communications/médias selon les domaines 58

TABLEAU 31
Effets multiplicateurs des entreprises du secteur des communications/médias 58

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE I
Répartition des dépenses initiales selon les secteurs de la culture et des communications 23

GRAPHIQUE II
Effets économiques sur le produit intérieur brut selon les secteurs de la culture et des communications 25

GRAPHIQUE III
Contribution au produit intérieur brut selon les activités économiques 26

GRAPHIQUE IV
Importance du revenu de travail selon les secteurs de la culture et des communications 29

GRAPHIQUE V
Rémunération moyenne par employé selon les secteurs de la culture et des communications 30

GRAPHIQUE VI
Importance des revenus des gouvernements sur les dépenses initiales de la culture et des communications 32

GRAPHIQUE VII
Impact économique sur le produit intérieur brut de la culture et des communications 35

GRAPHIQUE VIII
Répartition des dépenses initiales du secteur de la culture selon les domaines 39

GRAPHIQUE IX
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture selon les domaines 41

GRAPHIQUE X
Importance du revenu de travail du secteur de la culture selon les domaines 43

GRAPHIQUE XI
Rémunération moyenne par employé selon les domaines du secteur de la culture 44

GRAPHIQUE XII
Impact économique sur le produit intérieur brut du secteur de la culture 47

GRAPHIQUE XIII
Répartition des dépenses initiales du secteur des communications/médias selon les domaines 50

GRAPHIQUE XIV
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias selon les domaines 52

GRAPHIQUE XV
Importance du revenu de travail du secteur des communications/médias selon les domaines 54

GRAPHIQUE XVI
Rémunération moyenne par employé selon les domaines du secteur des communications/médias 55

GRAPHIQUE XVII
Impact économique sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias 57

SOMMAIRE

LE SECTEUR DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Le secteur de la culture et des communications est un secteur économique très vaste qui couvre des réalités diverses, de même que plusieurs domaines d'activités. Les entreprises et organismes du secteur engendrent une gamme importante d'activités qui touchent tous les secteurs de l'économie québécoise; ils procurent non seulement des emplois, mais aussi des débouchés aux entreprises qui les approvisionnent en biens et services. Ce secteur regroupe les entreprises et organismes des secteurs de la culture, des communications/médias, des télécommunications et des administrations publiques.

Les entreprises et organismes du secteur de la culture et des communications engagent annuellement des dépenses d'exploitation totalisant plus de 13 milliards de dollars. Ces montants entraînent dans l'économie québécoise des effets importants sur le produit intérieur brut, l'emploi, les salaires et les revenus des gouvernements.

La contribution des entreprises et organismes à l'économie québécoise et au produit intérieur brut au coût des facteurs s'élève à 11,4 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 8,4 de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année.

Au total, près de 177 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur de la culture et des communications au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 76 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit près de 134 000, et 24 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit un peu plus de 43 000.

Tous ces emplois ont entraîné une rémunération globale de plus de 6 milliards de dollars, soit 47 % des dépenses initiales pour réaliser la production des biens et services du secteur. Une telle importance du revenu de travail, dans l'ensemble des dépenses, démontre bien la prédominance de la main-d'oeuvre au sein des entreprises et organismes.

Les gouvernements fédéral et provincial retirent des sommes importantes de l'existence des entreprises du secteur de la culture et des communications. Les montants perçus totalisent près de 3 milliards de dollars, dont plus de 1,5 milliard revient au gouvernement du Québec.

L'impact total du secteur de la culture et des communications, en considérant les effets économiques directs et indirects du secteur ainsi que les effets induits, est très important. Un total de 217 500 emplois est créé, la contribution au produit intérieur brut s'élève à 13,6 milliards de dollars et les revenus des gouvernements dépassent les 3 milliards.

Outre la contribution économique, les entreprises et organismes apportent des bénéfices importants qui ne peuvent être mesurés quantitativement. Des considérations uniquement économiques ne peuvent en effet traduire adéquatement certaines valeurs de la société ainsi que des considérations esthétiques. La mission première de ces entreprises et organismes est d'ajouter à l'expression créatrice et à la qualité de la vie plus que de générer des dollars et des emplois. Cette contribution dépasse largement les aspects économiques.

LE SECTEUR DE LA CULTURE

Le secteur de la culture, qui regroupe les organismes et entreprises des domaines du patrimoine, des arts de la scène, du livre, des arts visuels, des métiers d'art, du phonogramme, du film, du design, de l'enseignement artistique et des fêtes et festivals culturels, engage annuellement des dépenses de 3,8 milliards de dollars.

La contribution de ces entreprises et organismes à l'économie québécoise et au produit intérieur brut s'élève à 3,4 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 2,5 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année.

Plus de 77 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur de la culture au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 83 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit près de 64 200, et 17 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit un peu plus de 13 000.

Les montants perçus par les gouvernements fédéral et provincial totalisent plus de 860 millions. Le gouvernement du Québec retire 57 % de l'ensemble des montants perçus, soit 491 millions, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 400 millions, soit 43 % de l'ensemble des revenus des gouvernements.

L'impact total sur l'économie québécoise s'établit à plus de 92 000 emplois, la contribution au produit intérieur brut atteint 4,2 milliards de dollars et les revenus des gouvernements s'établissent à plus de 1 milliard.

LE SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS

Le secteur des communications/médias regroupe les domaines des médias écrits et électroniques, comprenant la télévision, la radiodiffusion et la télédistribution, ainsi que le domaine de la publicité. Ce secteur dépense annuellement plus de 3,2 milliards; il a une importance économique significative et une diffusion culturelle très étendue.

La contribution des entreprises du secteur des communications/médias à l'économie québécoise et au produit intérieur brut s'élève à 2,9 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 2,1 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année.

Plus de 42 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur des communications/médias au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 66 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit 27 630, et 34 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit 14 457.

Les montants perçus par les gouvernements fédéral et provincial totalisent près de 780 millions. Le gouvernement du Québec retire 57 % de l'ensemble des montants perçus, soit 440 millions, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 336 millions, soit 43 % de l'ensemble des revenus des gouvernements.

L'impact total du secteur ou des différents domaines est supérieur à la dépense qui a initié la production des biens et services requis. Le nombre total des emplois ainsi créés grimpe à plus de 92 000; la contribution au produit intérieur brut passe à 4,2 milliards de dollars et les revenus des gouvernements à plus de 1 milliard.

LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications, regroupant l'industrie de l'équipement des télécommunications, du matériel électronique et de communications, de même que le réseau de téléphonie, engage annuellement des dépenses de 5,6 milliards.

La contribution des entreprises du secteur à l'économie québécoise et au produit intérieur brut s'élève à 4,8 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 3,6 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année.

Plus de 50 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur des télécommunications au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 71 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit 35 586, et 29 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit 14 680.

Les montants perçus par les gouvernements fédéral et provincial totalisent plus de 900 millions. Le gouvernement du Québec retire 56 % de l'ensemble des montants perçus, soit 508 millions, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 398 millions, soit 44 % de l'ensemble des revenus des gouvernements.

L'impact total du secteur sur l'économie québécoise est important. Le nombre total des emplois créés grimpe à plus de 63 300, la contribution au produit intérieur brut passe à 5,5 milliards de dollars et les revenus des gouvernements à plus de 1,1 milliard.

PRÉSENTATION

Depuis quelques années, l'intérêt pour les études de retombées économiques et d'impact économique des activités entourant la culture et les communications sur l'économie québécoise, régionale et même locale est grandissant. Ces études et analyses servent bien souvent à justifier les interventions financières des pouvoirs publics dans un secteur d'activité et à démontrer l'importance sur le plan économique des activités qui s'y déroulent. Cette démonstration est rendue nécessaire et plus particulièrement dans un contexte de restrictions budgétaires, comme celui que nous vivons actuellement.

L'objectif visé par les études de retombées économiques consiste à évaluer quantitativement les effets d'une activité ou d'un secteur économique sur l'ensemble de l'économie québécoise. Les indicateurs habituels d'impact ou d'importance économique sont la valeur ajoutée (contribution nette à l'économie), les emplois créés, les salaires versés et les revenus perçus par les gouvernements. Les conclusions de la démarche d'analyse prennent habituellement la forme suivante : *«Après élimination des doubles comptes, l'ampleur du domaine analysé est de «X» millions de dollars. De plus, à travers les liens qui existent entre ce domaine et les autres secteurs de l'économie, celui-ci contribue à soutenir une activité économique de «Y» millions de dollars. Au total donc, l'activité du domaine culturel fournit directement ou indirectement du travail à «Z» milliers de personnes et des recettes fiscales de «K» millions de dollars aux divers ordres de gouvernement»*[1].

L'analyse des avantages économiques de la culture et des communications s'est presque toujours limitée à évaluer les retombées économiques d'une entreprise culturelle, d'un événement spécial ou d'investissement pour un équipement particulier. Notre projet est d'une plus grande envergure; il veut évaluer l'importance économique du secteur de la culture et des communications ainsi que sa contribution à l'économie québécoise à l'aide du modèle intersectoriel du Québec.

Ce modèle est une représentation comptable du système de production de l'économie québécoise qui permet de retracer les échanges de biens et services entre les secteurs de l'économie au cours d'une année donnée. À partir des dépenses d'investissement, de fonctionnement ou de consommation, le modèle évalue les effets sur les diverses variables économiques des secteurs de production. Des effets qui sont de trois ordres : des **effets directs** provoqués par les dépenses des entreprises ou organismes,

---

1. C. COURCHESNE. «Mesures quantitatives d'impact économique : préalables, démarche et limites d'interprétation», *Actes du colloque Recherche : Culture et Communications, 64e congrès de l'ACFAS, Université McGill à Montréal, 15 et 16 mai 1996*, Bureau de la statistique du Québec et ministère de la Culture et des Communications, 1996, p.110.

principalement sous forme de salaires, des **effets indirects** imputables aux achats effectués par les entreprises et organismes en biens et services auprès des fournisseurs et des **effets induits** attribuables aux dépenses des employés des entreprises et organismes à partir de leur revenus[2].

Les estimations de l'impact économique du secteur de la culture et des communications, réalisées dans le cadre de notre projet, portent sur les dépenses de fonctionnement des entreprises et organismes du secteur et sont conservatrices. Certaines activités sont exclues des calculs à cause du manque de données. De même, l'étude d'impact économique ne concerne que les dépenses de fonctionnement des entreprises; ne figurent pas dans ces chiffres les dépenses individuelles des artistes et des créateurs professionnels ainsi que les dépenses liées au fait d'assister à des activités artistiques ou culturelles, c'est-à-dire les frais de restaurant, d'hôtel et de déplacement. Soulignons également que les résultats calculés à l'aide du modèle intersectoriel indiquent des ordres de grandeur plutôt que des valeurs exactes ou absolues.

Nous proposons dans ce document une analyse des retombées économiques des entreprises et organismes de la culture et des communications[3]. Notre objectif est de fournir un ensemble d'information pour permettre de mieux percevoir l'importance sur le plan économique du secteur de la culture et des communications. La majorité des données utiles proviennent des différentes enquêtes de Statistique Canada dans le domaine de la culture et furent compilées par la Direction des statistiques sur les industries du Bureau de la statistique du Québec selon les principes du cadre conceptuel de référence statistique. Les informations colligées portent sur l'année **1992**, soit l'année de référence la plus complète en matière de statistiques, et les paramètres du modèle reflètent le contexte économique de 1992 au plan des salaires et de la parafiscalité.

Essentiellement, trois parties composent le document : la première regarde l'importance économique de l'ensemble du secteur de la culture et des communications, la seconde s'intéresse plus particulièrement au secteur de la culture et, finalement, la troisième considère le secteur des communications et plus spécifiquement celui des médias. Notons que le secteur des télécommunications est abordé dans la première partie; comme nous le verrons, celui-ci n'est pas ventilé en domaine et sous-domaine d'activité. Le document propose principalement des informations quantitatives et constitue un outil de base, un

---

2. L'annexe 1 présente une brève description du modèle intersectoriel de même que certaines définitions utiles à la compréhension des résultats.

3. Les résultats détaillés des simulations effectuées à partir du modèle intersectoriel figurent au document suivant : BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Étude d'impact économique pour le Québec des dépenses reliées aux activités culturelles en 1992*, juillet 1995.

instrument de référence qui permettra de dégager les observations appropriées. Dans chacune des parties, les définitions utiles seront présentées pour permettre une bonne interprétation des informations véhiculées. Quelques graphiques mettront en évidence certaines informations particulières. Également, certaines observations découlant de la lecture des tableaux et graphiques seront proposées. Elles visent à signaler des éléments pertinents permettant de démarrer la réflexion; celles-ci n'épuisent certes pas les possibilités d'analyse que recèlent les informations présentées.

Trois annexes complètent le document. La première donne une explication des différents termes utilisés. La seconde présente les résultats des simulations pour chacun des secteurs et des domaines considérés pour l'étude d'impact économique. La dernière résume l'ensemble des effets économiques par domaine d'activité.

1. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Le secteur de la culture et des communications est un secteur économique très vaste qui couvre des réalités diverses de même que plusieurs domaines d'activités. Nous retenons, pour les fins de notre analyse, une conception assez large du secteur de la culture et des communications qui se fonde sur le *Cadre conceptuel de la statistique culturelle*[4] actuellement en élaboration avec le Bureau de la statistique du Québec.

Ce cadre propose une classification de l'ensemble des activités du champ de la culture et des communications et repose sur une division en grands domaines et leurs subdivisions en secteurs et sous-secteurs. Il s'agit d'une hiérarchie où les domaines sont constitués de secteurs qui intègrent l'ensemble des activités de la production à la consommation des produits ou services. Nous y ajoutons le volet des télécommunications, regroupant l'industrie de l'équipement des télécommunications, du matériel électronique et de communications, de même que du réseau de téléphonie, pour tenir compte des développements entourant l'autoroute de l'information et de la nouvelle réalité du Ministère.

Cette première section présente une analyse de l'importance économique du secteur de la culture et des communications. Nous verrons quels sont les effets et les contributions du secteur de la culture et des communications sur le produit intérieur brut (PIB), l'emploi et les revenus des gouvernements. Une analyse que nous proposons d'abord pour l'ensemble du secteur de même que pour les quatre grandes composantes du secteur, soit la culture — regroupant les organismes et entreprises du patrimoine, des arts de la scène et des industries culturelles —, les communications, que nous considérons sous deux aspects — les communications/médias (médias écrits et électroniques ainsi que la publicité) et les télécommunications — et, finalement, les administrations publiques avec ses trois niveaux de gouvernements (fédéral, provincial et municipal).

Le tableau suivant identifie clairement chacune des composantes du secteur de la culture et des communications et les différents domaines que nous retenons pour l'étude d'impact économique à l'aide du modèle intersectoriel du Québec.

---

4. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Cadre conceptuel de la statistique culturelle, document de travail*, mai 1994, 32 pages.

TABLEAU 1
Le secteur de la culture et des communications

SECTEURS	DOMAINES
CULTURE	Patrimoine Arts de la scène Fêtes et festivals Enseignement culturel Livre Métiers d'art Film Phonogramme Design
COMMUNICATIONS/MÉDIAS	Médias écrits Télévision Radiodiffusion Télédistribution Publicité
TÉLÉCOMMUNICATIONS	Télécommunications (biens et services)[5]
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	Administration publique québécoise Administration publique fédérale Administrations publiques municipales

1.1 Effets économiques

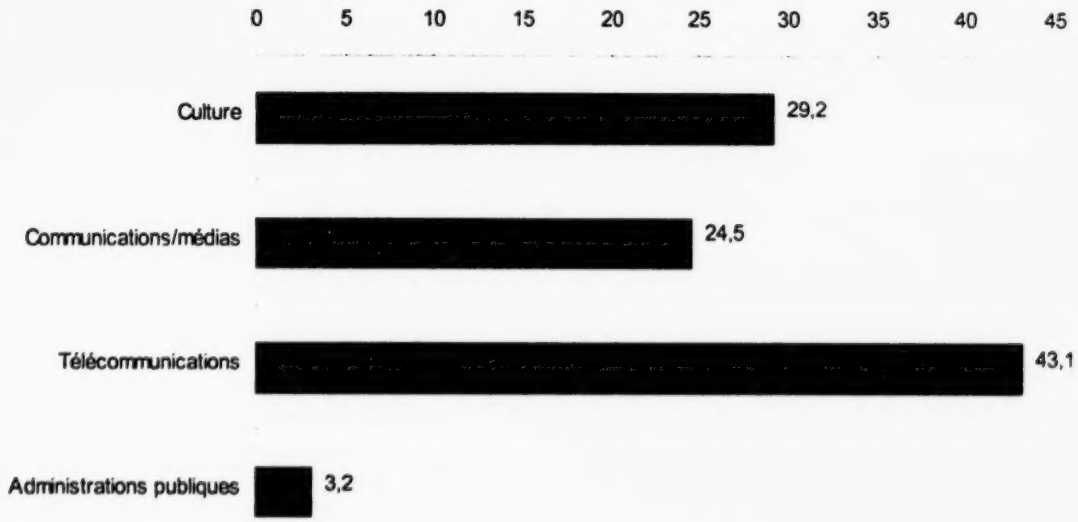
Les entreprises et organismes du secteur de la culture et des communications engagent annuellement des dépenses d'exploitation totalisant plus de 13 milliards. Ces montants, considérés comme des dépenses initiales, entraînent dans l'économie québécoise des effets importants sur le produit intérieur brut, l'emploi, les salaires et les revenus des gouvernements.

Chacune des composantes retenues a toutefois une importance différente à l'intérieur du secteur de la culture et des communications en fonction des dépenses initiales réalisées au cours d'une année. Plus de 43 % des dépenses sont attribuables au secteur des

5. Regroupant l'industrie de l'équipement des télécommunications, du matériel électronique et de communications et du réseau de téléphonie.

télécommunications avec des dépenses totalisant 5,6 milliards. Près de 30 % de l'ensemble des dépenses sont engagées par le secteur de la culture avec des dépenses atteignant 3,8 milliards. Le secteur des communications/médias engage pour sa part des dépenses totalisant 3,2 milliards et représentant 25 % de l'ensemble des dépenses. Les administrations publiques dépensent, quant à elles, annuellement plus de 400 000 $ pour appuyer et soutenir le développement dans ce secteur d'activité. Le graphique I illustre cette répartition des dépenses initiales selon les grandes composantes retenues et met en évidence l'importance et le poids de chacune au sein du secteur de la culture et des communications.

GRAPHIQUE I
Répartition des dépenses initiales selon les secteurs
de la culture et des communications



- Effets sur le produit intérieur brut du Québec

Le produit intérieur brut est une mesure de la valeur de la production intérieure de l'économie québécoise[6]. Elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et gages avant impôt et les autres revenus bruts avant impôt.

---

6. Cette notion correspond également à celle de la valeur ajoutée au coût des facteurs de production.

La contribution des entreprises et organismes du secteur de la culture et des communications à l'économie québécoise et au produit intérieur brut au coût des facteurs s'élève à 11,4 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 8,4 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année. Les effets directs (attribuables aux entreprises et organismes du secteur) et indirects (sur les fournisseurs de biens et services) engendrés par le secteur de la culture et des communications représentent ainsi 87 % de la dépense initiale réalisée par les entreprises, la différence étant constituée des montants qui ne sont pas réinjectés dans l'économie québécoise, soit les importations, pour un montant de 1,6 milliard et représentant 12 % de la dépense initiale, de même que les taxes indirectes totalisant 193 millions ou 2 % de la dépense initiale des entreprises et organismes du secteur. Ces montants constituent des fuites pour l'économie, ils ne sont pas dépensés de nouveau pour la demande de biens et services québécois. Soulignons également que plus de 78 % de la contribution du secteur de la culture et des communications au produit intérieur brut est directement attribuable aux entreprises et organismes du secteur. Les effets directs s'élèvent ainsi à 8,9 milliards de dollars.

TABLEAU 2
Effets économiques sur le produit intérieur brut
du secteur de la culture et des communications
(0,000 $)

Dépense initiale du secteur de la culture	13 086 393,0 $
Contribution directe au PIB au coût des facteurs	8 929 555,0 $
Effets directs et indirects sur le PIB au coût des facteurs (Multiplicateur 1,3)	11 346 686,0 $
Contribution au PIB québécois au coût des facteurs	8,4 %

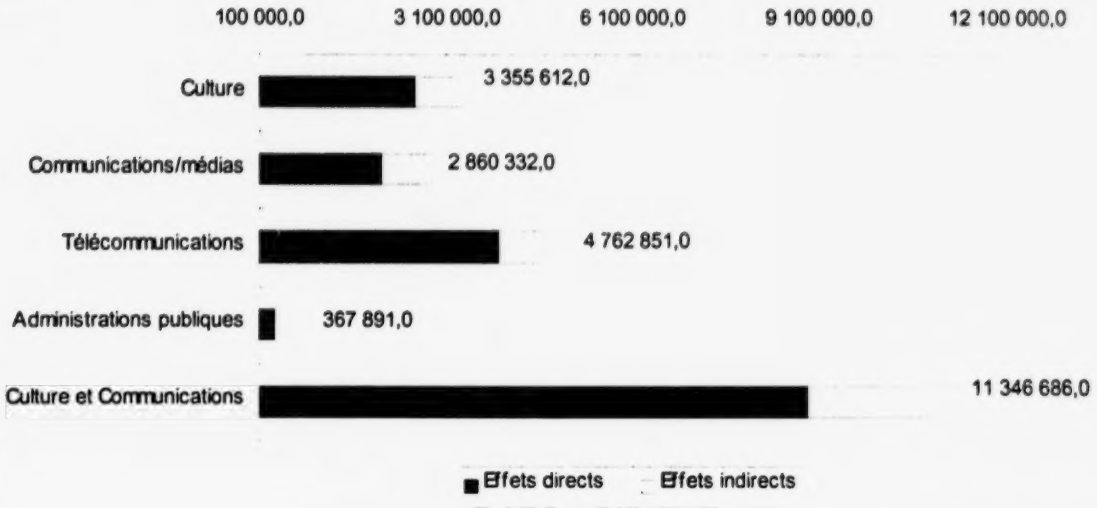
Pour la majorité des composantes du secteur, les effets sur le produit intérieur brut du Québec représentent plus de 88 % des dépenses initiales réalisées, c'est-à-dire que moins de 12 % des achats en biens et services sont faits auprès de fournisseurs étrangers par les entreprises et organismes. Seul le secteur des télécommunications présente une participation inférieure au PIB. Les importations pour ce secteur totalisent plus de 15 % des dépenses, soit un montant de 855 700 $, réduisant d'autant les effets sur l'économie québécoise.

Les effets directs du secteur de la culture et des communications sont un apport important à l'économie. Ceux-ci ne constituent toutefois qu'une partie de la contribution du secteur, étant donné qu'ils ne tiennent pas compte de la répétition des dépenses et de leurs effets. La graphique II montre bien que les effets indirects sont importants pour certains des secteurs et qu'ils représentent une part significative des effets sur le produit intérieur brut du Québec.

TABLEAU 3
Effets économiques sur le produit intérieur brut de chacun des secteurs de la culture et des communications
(0,000 $)

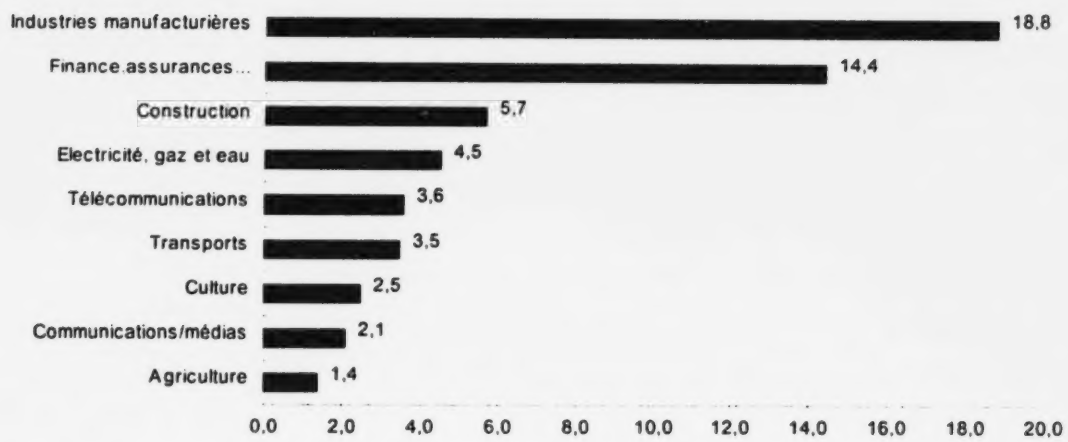
SECTEURS	DÉPENSES INITIALES	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	% DÉPENSES INITIALES
Culture	3 818 842,0 $	2 600 488,0 $	3 355 612,0 $	87,9
Communications/médias	3 212 317,0 $	2 053 989,0 $	2 860 332,0 $	89,0
Télécommunications	5 638 172,0 $	3 948 627,0 $	4 762 851,0 $	84,5
Administrations publiques	417 042,0 $	326 451,0 $	367 891,0 $	88,2
Culture et communications	13 086 393,0 $	8 929 555,0 $	11 346 686,0 $	86,7

Graphique II
Effets économiques sur le produit intérieur brut selon les secteurs de la culture et des communications
(0,000 $)



Il est intéressant de regarder les effets économiques du secteur de la culture et des communications comparativement à d'autres secteurs d'activité économique au Québec et de comparer leur contribution respective au produit intérieur brut. Toutefois, comme les méthodes utilisées pour déterminer ces effets diffèrent de celle que nous avons privilégiée, les résultats donnent davantage un ordre de grandeur des effets économiques plutôt qu'une mesure exacte des effets engendrés. Sur cette base, nous constatons que le secteur de la culture et des communications a une contribution relativement importante comparativement à d'autres secteurs d'activité économique. Sa contribution au PIB (8,5 %)[7] est plus grande que celle du secteur de l'agriculture (1,4 %) de même que celle du secteur électricité, gaz et eau (4,5 %) et légèrement supérieure à celle du secteur administration publique et défense (7,5 %)[8]. Le graphique suivant illustre cette contribution au PIB et le tableau 4 indique la contribution financière des secteurs d'activité au PIB qui s'établit à 135 milliards en 1992.

GRAPHIQUE III
Contribution au produit intérieur brut selon les activités économiques



7. Le produit intérieur brut du Québec en 1992 s'élevait à 135,6 milliards de dollars.

8. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Comptes économiques annuels du Québec : PIB par industrie, 1992.*

TABLEAU 4
Produit intérieur brut au coût des facteurs — 1992[9]
(0,000 $)

Secteur de la culture et des communications	11 346 000,0 $
Secteur de la culture	3 356 000,0 $
Secteur des communications/médias	2 860 000,0 $
Secteur des télécommunications	4 783 000,0 $
Activité économique	
Agriculture	1 848 000,0 $
Forêts	774 000,0 $
Pêche et piégeage	65 000,0 $
Mines, carrières et puits de pétrole	1 212 000,0 $
Industries manufacturières	25 520 000,0 $
Construction	7 732 000,0 $
Transports	4 711 000,0 $
Entreposage	85 000,0 $
Communication	4 711 000,0 $
Électricité, gaz et eau	6 144 000,0 $
Commerce de gros	7 011 000,0 $
Commerce de détail	8 615 000,0 $
Finance, assurances et aff. immobilières	19 564 000,0 $
Administration publique et défense	10 114 000,0 $
Services	37 779 000,0 $
Produit intérieur brut du Québec au coût des facteurs	135 645 000,0 $

- Effets sur l'emploi et les revenus de travail

Au total, près de 177 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle[10] par le secteur de la culture et des communications au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 76 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit près de 134 000, et 34 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit un peu plus de 43 000.

---

9. *Ibid.*

10. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'oeuvre est la personne-année, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné.

Tous ces emplois ont entraîné une rémunération globale de plus de 6 milliards. Un montant de 4,8 milliards est directement réservé à la main-d'oeuvre du secteur de la culture et des communications, soit 37 % des dépenses initiales pour réaliser la production des biens et services du secteur. Une telle importance du revenu de travail, dans l'ensemble des dépenses, démontre bien la prédominance de la main-d'oeuvre au sein des entreprises. La rémunération annuelle moyenne pour les emplois dans ces organismes et entreprises atteint 35 970 $ (graphique V).

TABLEAU 5
Effets économiques sur l'emploi et les revenus de travail
du secteur de la culture et des communications
(0,000 $)

Effets directs sur la main-d'oeuvre (personnes-année)	133 793
Effets directs et indirects sur la main-d'oeuvre (personnes-année) (Multiplicateur 1,3)	176 808
Effets directs sur les revenus de travail	4 812 754,0 $
Effets directs et indirects sur les revenus de travail (47 % des dépenses initiales)	6 135 295,0 $

La main-d'oeuvre occupe une place importante dans les entreprises et organismes des différents secteurs. L'importance relative du revenu de travail varie entre 28 % pour le secteur des télécommunications et 58 % dans le cas des administrations publiques. Il représente 45 % pour le secteur de la culture et 39 % pour celui des communications/médias. Le montant de rémunération par employé connaît également une variation importante entre les différents secteurs; il est de 27 042 $ pour le secteur de la culture, tandis qu'il atteint plus de 45 000 $ pour celui des communications/médias.

GRAPHIQUE IV
Importance du revenu de travail selon les secteurs
de la culture et des communications

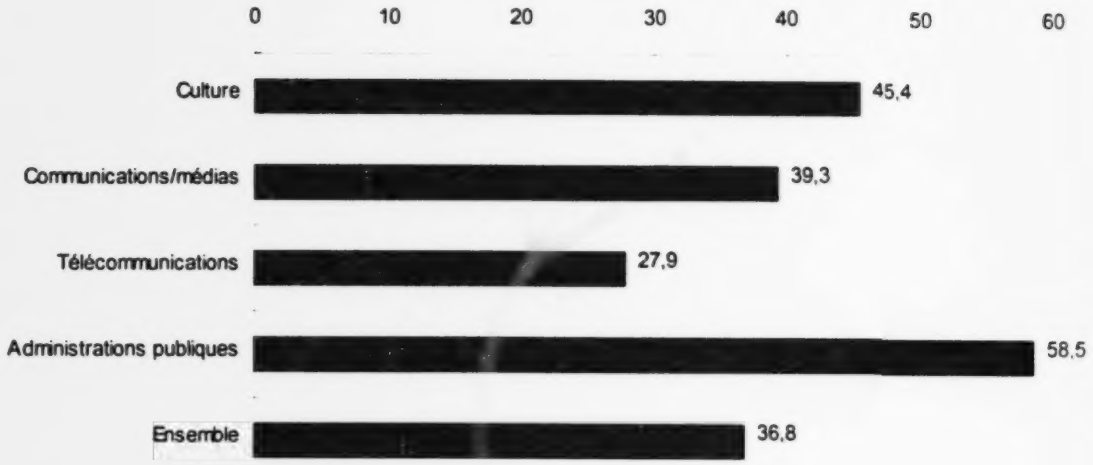
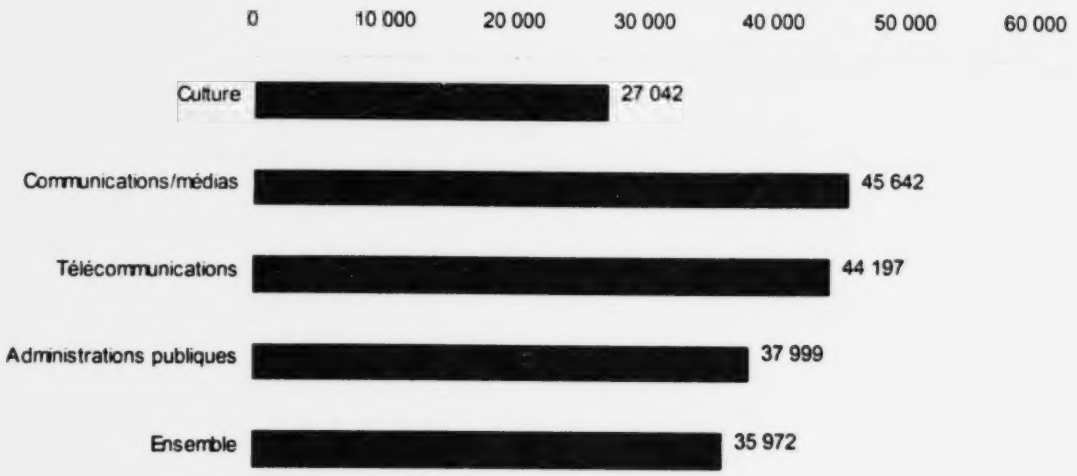


TABLEAU 6
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail
selon les secteurs de la culture et des communications
(0,000 $)

SECTEURS	MAIN-D'OEUVRE		REVENU DE TRAVAIL ($)	
	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX
Culture	64 158	77 292	1 734 962,0	2 123 721,0
Communications/médias	27 630	42 087	1 261 085,0	1 704 160,0
Télécommunications	35 586	50 266	1 572 793,0	2 041 226,0
Administrations publiques	6 419	7 163	243 914,0	266 188,0
Culture et communications	133 793	176 808	4 812 754,0	6 135 295,0

GRAPHIQUE V
Rémunération moyenne par employé selon les secteurs
de la culture et des communications
($)



- Effets sur les revenus des gouvernements

Les gouvernements fédéral et provincial retirent des sommes importantes de l'existence des entreprises du secteur de la culture et des communications. Les montants perçus totalisent près de 3 milliards. Ils proviennent des impôts sur les salaires, des taxes indirectes (taxes à la consommation[11]), des taxes spécifiques et particulières (droits d'accise, taxes sur les carburants,...) ainsi que de la parafiscalité, c'est-à-dire les cotisations aux divers programmes publics (Régie des rentes du Québec, assurance-chômage, etc.). Plus de la moitié des montants sont perçus des impôts sur les salaires, 36 % proviennent de la parafiscalité et 7 % des taxes indirectes.

Le gouvernement du Québec retire 56 % de l'ensemble des montants perçus, soit 1,5 milliard, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 1,2 milliard, soit 44 % de l'ensemble des revenus des gouvernements (tableau 7).

---

11. Selon le régime fiscal en vigueur en 1992, une taxe fédérale sur les produits et services de 7 % et une taxe provinciale sur les produits de 8 % et de 4 % sur les services.

TABLEAU 7
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements
du secteur de la culture et des communications
(0,000 $)

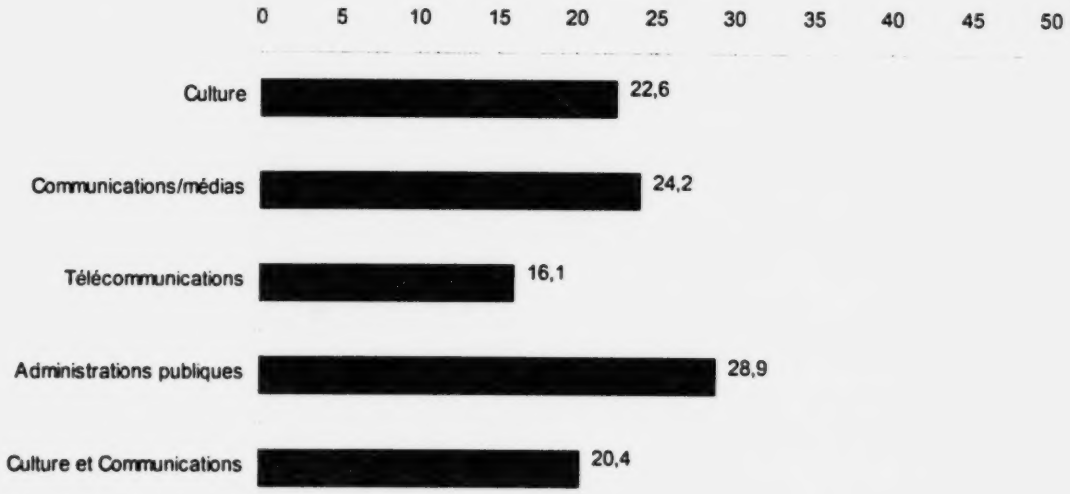
REVENUS DES GOUVERNEMENTS	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Impôts sur les salaires	1 503 550,0 $	830 224,0 $	673 326,0 $
Parafiscalité	969 415,0 $	551 555,0 $	417 860,0 $
Taxes indirectes	193 075,0 $	126 274,0 $	68 801,0 $
Total des revenus	2 666 040,0 $	1 508 053,0 $	1 157 987,0 $

Les revenus dont bénéficient les gouvernements représentent plus de 20 % de la dépense initiale qui a engendré la production de biens et services dans ce secteur d'activité. C'est-à-dire que les gouvernements retirent l'équivalent de un dollar sur cinq des sommes qui sont dépensées au niveau de la production dans le secteur de la culture et des communications. Cette importance varie toutefois en fonction des secteurs concernés, passant de 16 % des dépenses pour le secteur des télécommunications à plus de 24 % pour celui des communications/médias (graphique VI).

TABLEAU 8
Effets sur les revenus des gouvernements selon les secteurs
de la culture et des communications
(0,000 $)

SECTEURS	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Culture	861 869,0 $	491 310,0 $	370 559,0 $
Communications/médias	776 606,0 $	440 656,0 $	335 950,0 $
Télécommunications	907 111,0 $	508 292,0 $	398 819,0 $
Administrations publiques	120 454,0 $	67 795,0 $	52 659,0 $
Culture et communications	2 666 040,0 $	1 508 053,0 $	1 157 987,0 $

GRAPHIQUE VI
Importance des revenus des gouvernements sur les dépenses initiales
de la culture et des communications



1.2 Impact économique du secteur

Pour compléter l'analyse des effets économiques ou des avantages économiques du secteur de la culture et des communications, il faut considérer les effets induits pour obtenir l'impact total du secteur sur l'économie québécoise. Les effets induits sont des effets additionnels aux dépenses autonomes des entreprises. Ils tiennent compte des dépenses de consommation en biens et services faites par les travailleurs des entreprises concernées. Ces dépenses créent, à leur tour, une production supplémentaire et provoquent des effets multiplicateurs dans l'économie. La sommation des effets directs et indirects des entreprises (effets totaux au niveau de la production) ainsi que des effets induits détermine l'impact total du secteur ou d'un domaine en particulier.

Les calculs effectués à l'aide du modèle intersectoriel ne considèrent que les effets directs et indirects; ils ne prennent pas en compte les effets supplémentaires d'un secteur ou d'un domaine d'activité. Il est par ailleurs possible de déterminer et d'estimer les effets induits à partir des résultats de l'étude d'impact réalisée[12]. L'estimation des effets induits

12. L'expertise de M. Raymond Zaru de la Direction des comptes économiques au Bureau de la statistique du Québec a largement contribué à estimer les effets induits.

est effectuée à partir du revenu disponible à la consommation des particuliers. Ce revenu correspond au salaire brut duquel nous enlevons l'impôt sur les salaires et le montant versé en parafiscalité aux gouvernements ainsi que la partie du revenu disponible qui est consacrée à l'épargne[13]. Les effets induits sont établis à partir de ce revenu disponible à la consommation et de la matrice d'impact économique d'une dépense de 100 millions de dollars de la demande finale[14]. Nous faisons, également, l'hypothèse du maintien de l'emploi au cours de l'année et qu'aucune recette provenant de prestations de l'assurance chômage et de l'aide sociale n'a été perçue au cours de la période.

La prise en compte des effets induits contribue à faire augmenter le niveau d'activité économique généré, si bien que l'impact total du secteur est supérieur à la dépense qui a initié la production des biens et services. Le nombre total des emplois ainsi créés grimpe à plus de 217 500, la contribution au produit intérieur brut passe à 13,6 milliards de dollars et les revenus des gouvernements à plus de 3 milliards. Les effets liés uniquement aux dépenses de consommation des travailleurs représentent près de 41 000 emplois de plus, un apport additionnel au PIB de 2,2 milliards et des revenus supplémentaires pour les gouvernements de près de 780 millions. Le tableau 9 résume ces effets sur l'économie en identifiant les effets directs et indirects, soit ceux attribuables à la production ainsi que les effets induits et l'impact total du secteur de la culture et des communications.

TABLEAU 9
Impact économique du secteur de la culture et des communications
(0,000 $)

EFFETS ÉCONOMIQUES	DIRECTS	INDIRECTS	INDUITS	IMPACT TOTAL
Main-d'oeuvre	133 793	43 015	40 726	217 534
Revenu de travail	4 812 754,0 $	1 322 541,0 $	1 044 575,0 $	7 179 870,0 $
PIB au coût des facteurs	8 929 555,0 $	2 417 131,0 $	2 203 361,0 $	13 550 047,0 $
Revenus des gouvernements	2 099 993,0 $	566 047,0 $	775 324,0 $	3 441 364,0 $

13. Nous avons appliqué un taux d'épargne moyen, ce taux s'élevait à 9,6 % en 1992.

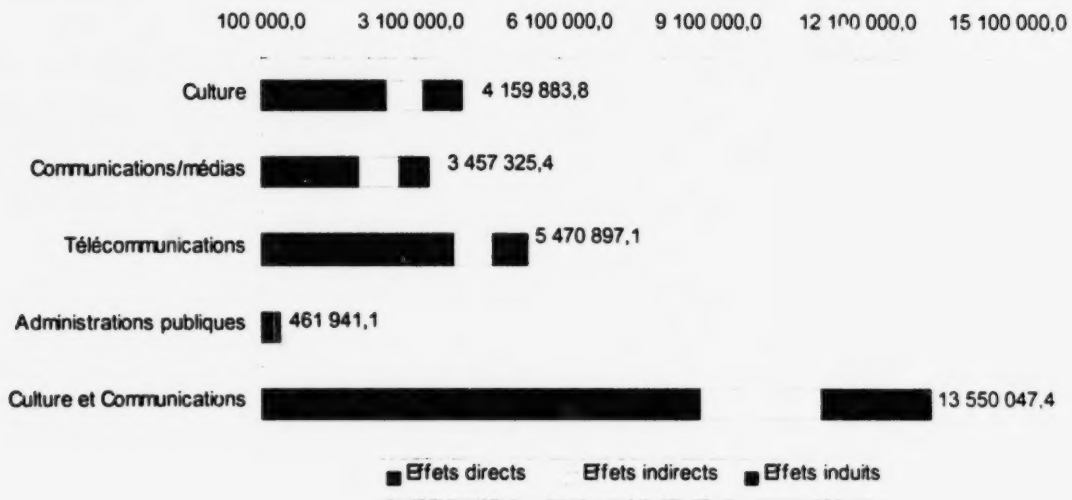
14. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Les tableaux d'impact et le modèle intersectoriel, édition 1994*, septembre 1994, pp. 70-71.

Les effets induits ajoutent une contribution significative aux activités économiques générées de chacun des secteurs considérés. Comme tout le secteur est un secteur où la main-d'oeuvre est prédominante et où le revenu de travail occupe une part importante des dépenses engendrées, les dépenses de consommation des travailleurs entraînent nécessairement des effets qu'il importe de considérer. Les effets induits sont supérieurs aux effets indirects pour la majorité des secteurs considérés, du moins en ce qui a trait aux effets sur le produit intérieur brut, comme le montre le graphique VII. Le tableau 10 présente l'impact économique du secteur de la culture et des communications en regard des emplois créés, du revenu de travail, du PIB et des revenus des gouvernements pour chacun des secteurs considérés.

TABLEAU 10
Impact économique selon les secteurs de la culture et des communications
(0,000 $)

IMPACT TOTAL	MAIN-D'OEUVRE	REVENUS DE TRAVAIL	PIB	REVENUS DES GOUVERNEMENTS
Culture	92 158	2 505 012,0 $	4 159 883,8 $	1 144 878,1 $
Communications/médias	53 122	1 987 184,0 $	3 457 325,4 $	986 677,4 $
Télécommunications	63 353	2 376 898,0 $	5 470 897,1 $	1 156 260,0 $
Administrations publiques	8 901	310 775,5 $	461 941,1 $	153 548,6 $
Culture et communications	217 534	7 179 870,0 $	13 550 047,0 $	3 441 364,0 $

GRAPHIQUE VII
Impact économique sur le produit intérieur brut
de la culture et des communications
(0,000 $)



La relation entre les effets directs et l'ensemble des effets permet de déterminer certains multiplicateurs, dont celui du PIB et de l'emploi. Le multiplicateur du produit intérieur brut pour l'ensemble du secteur de la culture et des communications est de 1,5. Il indique que chaque dollar dépensé directement par les entreprises du secteur de la culture entraîne une contribution de 1,50 $ dans l'ensemble de l'économie québécoise. Ce multiplicateur varie entre 1,4 pour le secteur des télécommunications et des administrations publiques à 1,7 pour celui des communications/médias. De façon analogue, le multiplicateur de l'emploi est de 1,6 pour l'ensemble du secteur. Il varie entre 1,4 pour les secteurs de la culture et des administrations publiques et 1,9 pour le secteur des communications/médias. Les multiplicateurs de l'emploi, du PIB et du revenu de travail pour chacun des secteurs sont présentés au tableau suivant (tableau 11).

TABLEAU 11
Effets multiplicateurs sur l'économie québécoise
du secteur de la culture et des communications

MULTIPLICATEURS	MAIN-D'OEUVRE	REVENUS DE TRAVAIL	PIB	REVENUS DES GOUVERNEMENTS
Culture	1,4	1,4	1,6	1,8
Communications/médias	1,9	1,6	1,7	1,5
Télécommunications	1,8	1,5	1,4	1,7
Administrations publiques	1,4	1,3	1,4	1,4
Ensemble	1,6	1,5	1,5	1,6

2. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE

La vie culturelle est caractérisée par une grande diversité des biens et services produits, diversité à la fois dans leur nature, leur ampleur, leur processus de production et leur mode de consommation. C'est un secteur en mutation tant du point de vue de l'offre que de la demande, où le développement des nouvelles technologies a entraîné une diversification, une plus grande complexité et une imbrication croissante des activités[15]. C'est également un secteur très vaste aux contours mal définis et souvent fluctuant qui mêle des dimensions très diverses, tant sociales, esthétiques, économiques que politiques.

À cet égard, il n'est pas facile d'entreprendre une évaluation des avantages économiques de la culture, en partie parce que l'on a du mal à s'entendre sur la définition du secteur, à bien délimiter son contour et aussi à cause du manque de données statistiques sur les activités des entreprises et organismes du secteur. L'une des approches à privilégier aurait été de circonscrire le secteur en fonction des intérêts et des compétences du ministère de la Culture et des Communications, chargé de promouvoir et d'appuyer le développement de ce secteur. Cette approche, de type institutionnel, a par ailleurs tendance à négliger un nombre important d'activités où le Ministère n'intervient pas ou très peu, à négliger entre autres la contribution du secteur privé.

La définition que nous retenons repose sur une conception assez large de l'activité culturelle et se fonde sur le *Cadre conceptuel de la statistique culturelle*[16]. Les domaines d'activité ainsi pris en compte au titre de la statistique culturelle sont le patrimoine, les arts de la scène, le livre, les arts visuels, les métiers d'art, le phonogramme, le film, le design, l'enseignement artistique et les fêtes et festivals culturels. Cependant, en raison du manque de données, certains domaines et secteurs ne sont pas présents dans les calculs effectués, notamment tout le domaine des arts visuels, le commerce des produits de métiers d'art. Le tableau suivant présente chacun des domaines et sous-domaines que nous avons retenus pour l'étude d'impact économique du secteur de la culture à l'aide du modèle intersectoriel du Québec.

---

15. J. CARDONA et F. ROUET. «Comment structurer le champ culturel ?», *Actes de la conférence internationale Économie et culture*, Avignon, mai 1986, Tome III, La Documentation française, p. 178.

16. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Op.cit.*

TABLEAU 12
Le secteur de la culture

DOMAINES	SOUS-DOMAINES
PATRIMOINE	. Musées . Centres d'exposition . Centres d'archives
ARTS DE LA SCÈNE	. Organismes de production . Diffuseurs de spectacles
LIVRE	. Maisons d'édition . Distributeurs . Librairies et autres points de vente . Bibliothèques
MÉTIERS D'ART	. Entrepreneurs-artisans
PHONOGRAMME	. Producteurs . Distributeurs . Disquaires
FILM	. Producteurs de film, vidéo et audiovisuel . Post-production et laboratoire . Distributeurs de film . Salles de cinéma et ciné-parcs
DESIGN	. Designers industriels, d'intérieur, Graphistes, ... Designers de mode
ENSEIGNEMENT CULTUREL	. Écoles de musique, danse et théâtre . Conservatoires . Enseignement public
FÊTES ET FESTIVALS	. Festivals culturels . Fêtes populaires

2.1 Effets économiques

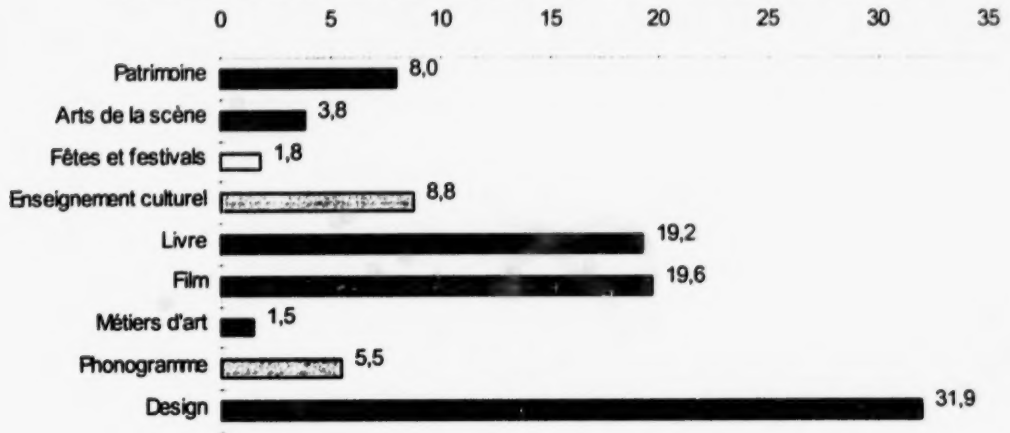
À partir d'une dépense initiale de 3,8 milliards de dollars du secteur de la culture, nous regarderons les effets sur le produit intérieur brut du Québec ainsi que sur la main-d'oeuvre et les revenus des gouvernements. Une analyse que nous proposons pour l'ensemble du secteur de la culture et pour les différents domaines retenus.

Chacun de ces domaines a toutefois une importance différente à l'intérieur du secteur culturel en fonction des dépenses initiales réalisées au cours d'une année. Ainsi, le domaine du design regroupe près du tiers des dépenses initiales du secteur culturel avec

plus de 1 milliard en 1992, suivi de celui du film et du livre avec respectivement 20 % et 19 % de l'ensemble de la dépense, les six autres domaines recueillent respectivement moins de 10 % de la dépense totale du secteur culturel. Le graphique VIII illustre cette répartition des dépenses initiales selon les différents domaines et met en évidence l'importance de chacun au sein du secteur de la culture.

GRAPHIQUE VIII

Répartition des dépenses initiales du secteur de la culture selon les domaines



- Effets sur le produit intérieur brut du Québec

La contribution des entreprises et organismes du secteur de la culture à l'économie québécoise et au produit intérieur brut s'élève à 3,4 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 2,5 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année. Les effets directs et indirects engendrés par ce secteur représentent ainsi 88 % de la dépense initiale réalisée par les entreprises; la différence étant constituée des montants qui ne sont pas réinjectés dans l'économie québécoise, soit les importations, pour un montant de 416,3 millions et représentant 11 % de la dépense initiale, de même que les taxes indirectes totalisant 75 millions ou 2 % de la dépense initiale des entreprises du secteur. Rappelons que ces montants constituent des fuites pour l'économie, ils ne sont pas dépensés de nouveau pour la demande de biens et services québécois. Soulignons également que plus de 77 % de la contribution du secteur culturel au produit intérieur brut est directement attribuable aux entreprises du secteur. Les effets directs s'élèvent ainsi à 2,6 milliards de dollars.

TABLEAU 13
Effets économiques sur le produit intérieur brut
du secteur de la culture
(0,000 $)

Dépense initiale du secteur de la culture	3 818 842,0 $
Contribution directe au PIB au coût des facteurs	2 600 488,0 $
Effets directs et indirects sur le PIB au coût des facteurs (Multiplicateur 1,3)	3 355 612,0 $
Contribution au PIB québécois au coût des facteurs	2,5 %

Regardons maintenant les effets économiques sur le PIB des différents domaines retenus. Pour la majorité des domaines, les effets sur le produit intérieur brut du Québec représentent plus de 87 % des dépenses initiales réalisées, c'est-à-dire que moins de 13 % des achats en biens et services sont faits auprès de fournisseurs étrangers par les entreprises. Seuls les domaines des métiers d'art, du film et celui des fêtes et festivals présentent une participation inférieure au PIB. Les importations pour ces différents domaines totalisent plus de 19 % des dépenses, réduisant d'autant les effets sur l'économie québécoise.

Les effets directs du secteur de la culture sont un apport important à l'économie. Ceux-ci ne constituent toutefois qu'une partie de la contribution du secteur, étant donné qu'ils ne tiennent pas compte de la répétition des dépenses et de leurs effets. La graphique IX montre bien que les effets indirects sont importants pour certains domaines et, en particulier, pour ceux que nous pouvons qualifier d'industriel, où la reproductivité des produits est largement présente (domaine du film, du design, du livre et du phonogramme) comparativement aux domaines où la main-d'oeuvre est prédominante (métiers d'arts, fêtes et festivals, enseignement culturel et patrimoine).

GRAPHIQUE IX
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture
selon les domaines
(0,000 $)

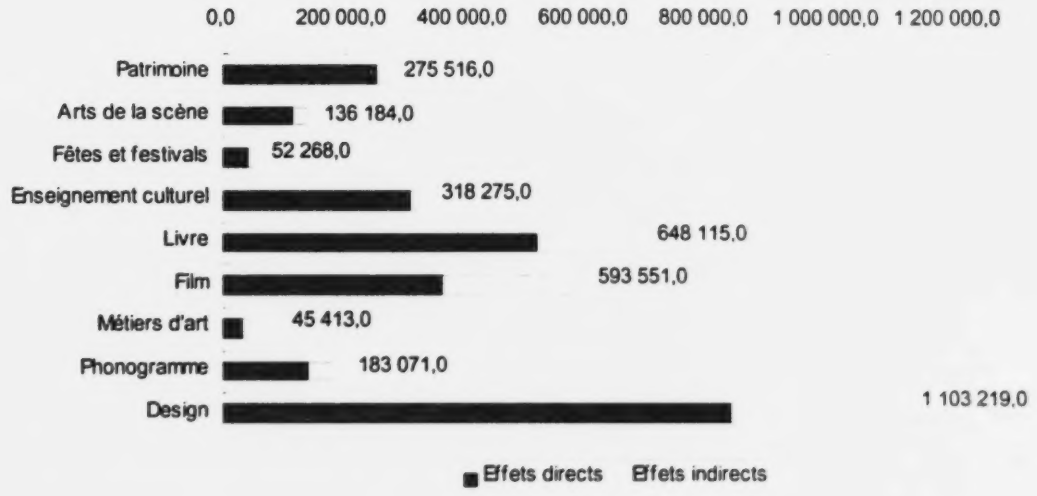


TABLEAU 14
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur de la culture
selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	DÉPENSES INITIALES	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT		
		EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	% DES DÉPENSES INITIALES
Patrimoine	304 915,0 $	252 281,0 $	275 516,0 $	90,4
Arts de la scène	144 762,0 $	113 920,0 $	136 184,0 $	94,1
Fêtes et festivals	68 700,0 $	41 375,0 $	52 268,0 $	76,1
Enseignement culturel	335 104,0 $	308 091,0 $	318 275,0 $	95,0
Livre	734 108,0$	517 629,0 $	648 115,0 $	88,3
Film	748 869,0 $	359 388,0 $	593 551,0 $	79,3
Métiers d'art	56 201,0 $	31 618,0 $	45 413,0 $	80,8
Phonogramme	208 755,0 $	139 226,0 $	183 071,0 $	87,7
Design	1 217 428,0 $	836 960,0 $	1 103 219,0 $	90,6
Ensemble du secteur	3 818 842,0 $	2 600 488,0 $	3 355 612,0 $	87,9

- Effets sur l'emploi et les revenus de travail

Au total, plus de 77 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur de la culture au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 83 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit près de 64 200, et 17 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit un peu plus de 13 000.

Tous ces emplois ont entraîné une rémunération globale de plus de 2 milliards. Un montant de 1,7 milliard est directement réservé à la main-d'oeuvre du secteur de la culture, soit 45 % des dépenses initiales pour réaliser la production des biens et services du secteur. Une telle importance du revenu de travail dans l'ensemble des dépenses démontre bien la prédominance de la main-d'oeuvre au sein des entreprises. La rémunération annuelle moyenne pour les emplois dans ces entreprises et organismes atteint 27 042 $.

TABLEAU 15
Effets économiques sur l'emploi et le revenu de travail
du secteur de la culture
(0,000 $)

Effets directs sur la main-d'oeuvre (personnes-année)	64 158
Effets directs et indirects sur la main-d'oeuvre (personnes-année) (Multiplicateur 1,2)	77 292
Effets directs sur les revenus de travail	1 734 962,0 $
Effets directs et indirects sur les revenus de travail (56 % des dépenses initiales)	2 123 721,0 $

La main-d'oeuvre occupe une place importante dans les entreprises des différents domaines. L'importance relative du revenu de travail varie entre 23 % pour le secteur du film et 77 % dans le cas de l'enseignement culturel. Le montant de rémunération par employé connaît également une variation importante entre les différents domaines; il est de 15 400 $ pour le domaine des arts de la scène et de plus de 46 000 $ pour celui de l'enseignement culturel (graphique XI).

GRAPHIQUE X
Importance du revenu de travail du secteur de la culture
selon les domaines

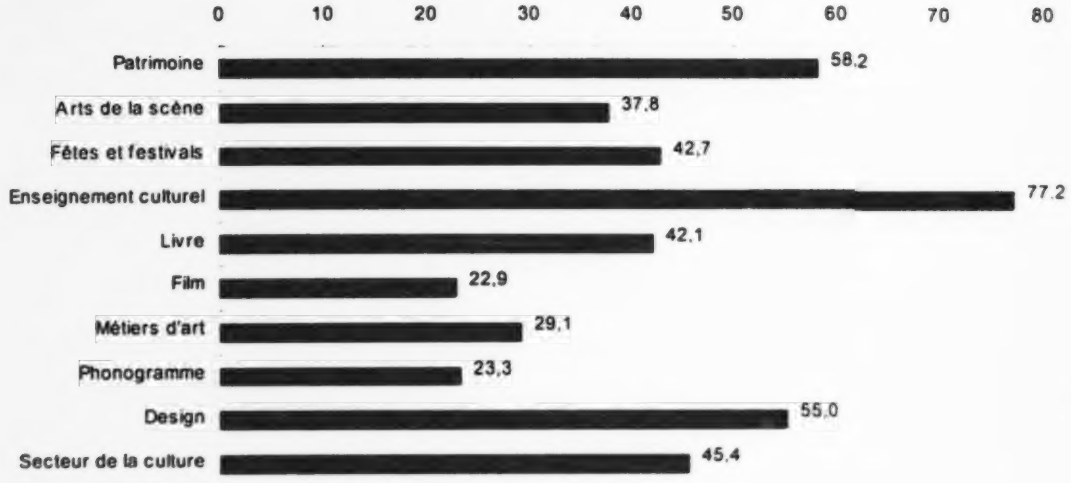
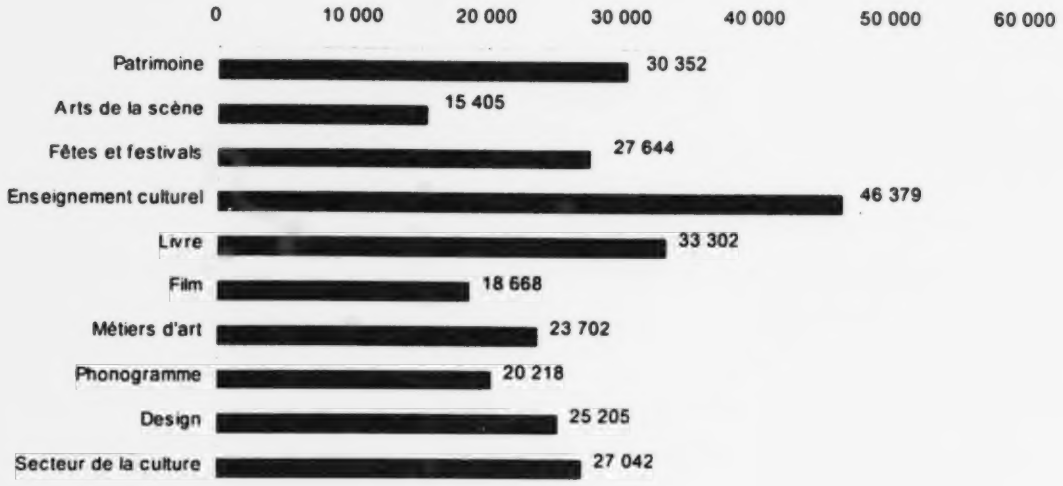


TABLEAU 16
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail
du secteur de la culture selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE		REVENU DE TRAVAIL	
	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	5 842	6 257	177 317,0 $	189 803,0 $
Arts de la scène	3 555	3 929	54 764,0 $	65 541,0 $
Fêtes et festivals	1 061	1 274	29 330,0 $	35 130,0 $
Enseignement culturel	5 576	5 763	258 608,0 $	263 956,0 $
Livre	9 270	11 493	308 712,0 $	378 195,0 $
Film	9 187	13 135	171 506,0 $	289 293,0 $
Métiers d'art	691	918	16 378,0 $	23 710,0 $
Phonogramme	2 405	3 179	48 624,0 $	72 002,0 $
Design	26 571	31 344	669 723,0 $	806 091,0 $
Ensemble du secteur	64 158	77 292	1 734 962,0 $	2 123 721,0$

GRAPHIQUE XI
Rémunération moyenne par employé selon les domaines
du secteur de la culture
($)



- Effets sur les revenus des gouvernements

Les montants perçus par les gouvernements fédéral et provincial totalisent plus de 860 millions. Ils proviennent, rappelons-le, des impôts sur les salaires, des taxes indirectes (taxes à la consommation), des taxes spécifiques et particulières (droits d'accise, taxes sur les carburants,...) ainsi que de la parafiscalité, c'est-à-dire les cotisations aux divers programmes publics (Régie des rentes du Québec, assurance-chômage, etc.). Plus de la moitié des montants sont perçus des impôts sur les salaires, 41 % proviennent de la parafiscalité et 9 % des taxes indirectes.

Le gouvernement du Québec retire 57 % de l'ensemble des montants perçus, soit 491 millions, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 400 millions, soit 43 % de l'ensemble des revenus des gouvernements.

TABLEAU 17
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements
du secteur de la culture
(0,000 $)

REVENUS DES GOUVERNEMENTS	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Impôts sur les salaires	435 480,0 $	243 984,0 $	191 496,0 $
Parafiscalité	351 416,0 $	199 203,0 $	152 213,0 $
Taxes indirectes	74 973,0 $	48 123,0 $	26 850,0 $
Total des revenus	861 869,0 $	491 310,0 $	370 559,0 $

TABLEAU 18
Effets sur les revenus des gouvernements du secteur de la culture
selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Patrimoine	73 945,0 $	42 419,0 $	31 526,0 $
Arts de la scène	17 676,0 $	10 504,0 $	7 172,0 $
Fêtes et festivals	16 605,0 $	9 255,0 $	7 350,0 $
Enseignement culturel	118 869,0 $	66 109,0 $	52 760,0 $
Livre	167 631,0 $	96 775,0 $	70 856,0 $
Film	126 315,0 $	72 429,0 $	53 886,0 $
Métiers d'art	9 129,0 $	5 348,0 $	3 781,0 $
Phonogramme	26 664,0 $	15 666,0 $	10 998,0 $
Design	305 035,0 $	172 805,0 $	132 230,0 $
Ensemble du secteur	861 869,0 $	491 310,0 $	370 559,0 $

2.2 Impact économique du secteur

La prise en compte des effets induits contribue à faire augmenter le niveau d'activité économique généré, si bien que l'impact total du secteur ou des différents domaines est supérieur à la dépense qui a initié la production des biens et services culturels. Le nombre total des emplois ainsi créés grimpe à plus de 92 000, la contribution au produit intérieur brut passe à 4,2 milliards de dollars et les revenus des gouvernements à plus de

1 milliard. Les effets liés uniquement aux dépenses de consommation des travailleurs représentent près de 15 000 emplois de plus, un apport additionnel au PIB de 800 millions et des revenus supplémentaires pour les gouvernements de près de 200 millions. Le tableau 19 nous résume ces effets sur l'économie en identifiant les effets directs et indirects, soit ceux attribuables à la production ainsi que les effets induits et l'impact total du secteur de la culture.

TABLEAU 19
Impact économique du secteur de la culture
(0,000 $)

EFFETS ÉCONOMIQUES	DIRECTS	INDIRECTS	INDUITS	IMPACT TOTAL
Main-d'oeuvre	64 158	13 134	14 866	92 158
Revenu de travail	1 734 962,0 $	388 759,0 $	381 291,0 $	2 505 012,0 $
PIB au coût des facteurs	2 600 488,0 $	755 124,0 $	804 272,0 $	4 159 884,0 $
Revenus des gouvernements	653 714,0 $	208 155,0 $	283 009,0 $	1 144 878,0 $

Les effets induits ajoutent une contribution significative aux activités économiques générées de chacun des domaines. Comme le secteur de la culture est un secteur où la main-d'oeuvre est prédominante et où le revenu de travail occupe une part importante des dépenses engendrées, les dépenses de consommation des travailleurs entraînent nécessairement des effets qu'il importe de considérer. Les effets induits sont supérieurs aux effets indirects pour la majorité des domaines considérés, du moins en ce qui a trait aux effets sur le produit intérieur brut, comme le montre le graphique XII. Le tableau 20 présente l'impact économique du secteur de la culture en regard des emplois créés, du revenu de travail, du PIB et des revenus des gouvernements selon les domaines

GRAPHIQUE XII
Impact économique sur le produit intérieur brut
du secteur de la culture
(0,000 $)

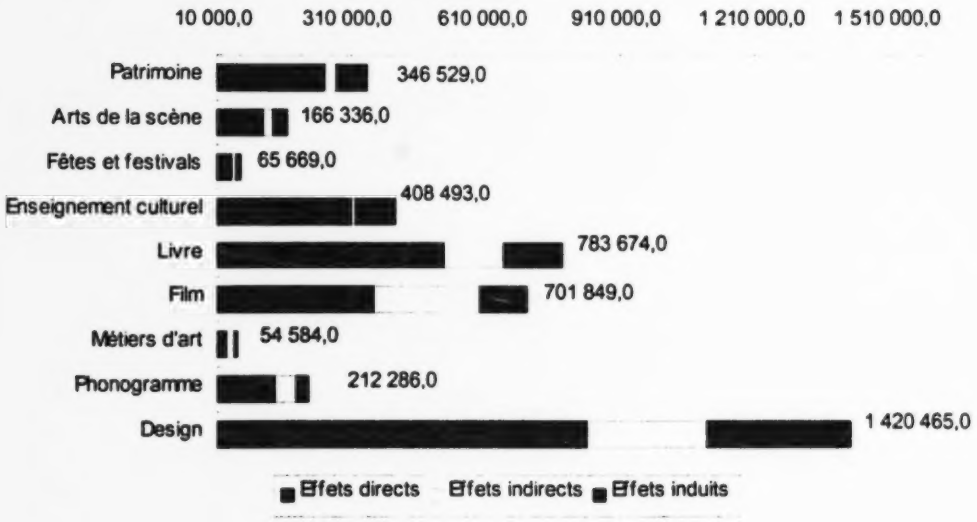


TABLEAU 20
Impact économique du secteur de la culture selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE	REVENU DE TRAVAIL	PIB	REVENUS DES GOUVERNEMENTS
Patrimoine	7 570	223 469,0 $	346 529,0 $	98 143,0 $
Arts de la scène	4 486	79 835,0 $	166 336,0 $	28 286,0 $
Fêtes et festivals	1 522	41 483,0 $	65 669,0 $	21 320,0 $
Enseignement culturel	7 431	306 727,0 $	408 493,0 $	150 615,0 $
Livre	13 999	442 461,0 $	783 674,0 $	215 332,0 $
Film	15 137	340 635,0 $	701 849,0 $	164 423,0 $
Métiers d'art	1 088	28 058,0 $	54 584,0 $	12 406,0 $
Phonogramme	3 719	85 852,0 $	212 286,0 $	36 944,0 $
Design	37 208	956 492,0 $	1 420 465,0 $	416 668,0 $
Ensemble du secteur	92 158	2 505 012,0 $	4 159 884,0 $	1 144 878,0 $

La relation entre les effets directs et l'ensemble des effets permet de déterminer certains multiplicateurs, dont celui du PIB et de l'emploi. Le multiplicateur du produit intérieur brut pour l'ensemble du secteur de la culture est de 1,6. Il indique que chaque dollar dépensé directement par les entreprises du secteur de la culture entraîne une contribution de 1,60 $ dans l'ensemble de l'économie québécoise. Ce multiplicateur varie entre 1,3 pour le domaine de l'enseignement culturel et 2,0 pour celui du film. De façon analogue, le multiplicateur de l'emploi est de 1,4 pour l'ensemble du secteur. Il varie entre 1,3 pour les domaines du patrimoine et des arts de la scène et 1,6 pour les domaines du film et des métiers d'art. Les multiplicateurs de l'emploi, du PIB et du revenu de travail pour chacun des domaines sont présentés au tableau suivant (tableau 21).

TABLEAU 21
Effets multiplicateurs des entreprises du secteur de la culture

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE	REVENU DE TRAVAIL	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
Patrimoine	1,3	1,3	1,4
Arts de la scène	1,3	1,5	1,5
Fêtes et festivals	1,4	1,4	1,6
Enseignement culturel	1,3	1,2	1,3
Livre	1,5	1,4	1,5
Film	1,6	2,0	2,0
Métiers d'art	1,6	1,7	1,7
Phonogramme	1,5	1,8	1,5
Design	1,4	1,4	1,7
Ensemble du secteur	1,4	1,4	1,6

3. IMPACT ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS

Le secteur des communications/médias participe au développement culturel du Québec en produisant et diffusant des contenus culturels variés. Les entreprises du secteur ont ainsi un rôle en tant que support essentiel de promotion et de sensibilisation aux produits et aux activités des autres entreprises et organismes culturels.

Le secteur des communications/médias regroupe les domaines des médias écrits et électroniques, comprenant la télévision, la radiodiffusion et la télédistribution, ainsi que le domaine de la publicité. Ce secteur a une importance économique significative et une diffusion culturelle très étendue. Le tableau suivant présente chacun des domaines et sous-domaines que nous avons retenus pour l'étude d'impact économique du secteur des communications/médias à l'aide du modèle intersectoriel du Québec.

TABLEAU 22
Le secteur des communications/médias

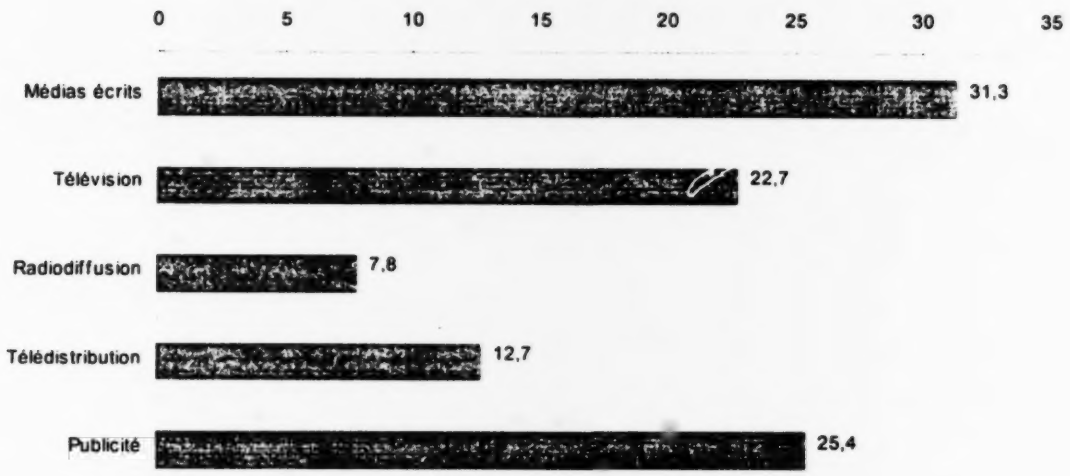
DOMAINES	SOUS-DOMAINES
MÉDIAS ÉCRITS	. Journaux . Revues et périodiques
TÉLÉVISION	. Télévision privée . Télévision publique
RADIODIFFUSION	. Radiodiffusion privée . Radiodiffusion publique
TÉLÉDISTRIBUTION	. Télédistributeurs
PUBLICITÉ	. Services de publicité

3.1 Effets économiques

Les entreprises du secteur des communications/médias engagent annuellement des dépenses d'exploitation totalisant plus de 3 milliards. Ces montants, considérés comme des dépenses initiales, entraînent dans l'économie québécoise des effets importants sur le produit intérieur brut, l'emploi, les salaires et les revenus des gouvernements.

Chacun des domaines retenus a toutefois une importance différente à l'intérieur du secteur des communications/médias en fonction des dépenses initiales réalisées au cours d'une année. C'est ainsi que plus de 31 % des dépenses sont attribuables au domaine des médias écrits avec des dépenses totalisant 1 milliard. Près de 25 % de l'ensemble des dépenses sont engagées par le domaine de la publicité avec des dépenses atteignant 703,8 millions. Le domaine de la télévision engage pour sa part des dépenses totalisant 730,6 millions et représentant 23 % de l'ensemble des dépenses. Les domaines radiodiffusion et télédistribution regroupent, pour leur part, respectivement 8 % et 13 % de l'ensemble des dépenses du secteur. Le graphique XIII illustre cette répartition des dépenses initiales selon les domaines retenus et met en évidence l'importance et le poids de chacune au sein du secteur de la culture et des communications.

GRAPHIQUE XIII
Répartition des dépenses initiales du secteur des communications/médias selon les domaines



- Effets sur le produit intérieur brut du Québec

La contribution des entreprises du secteur des communications/médias à l'économie québécoise et au produit intérieur brut s'élève à 2,9 milliards de dollars pour l'année 1992. Une contribution qui constitue 2,1 % de l'ensemble du produit intérieur brut du Québec pour cette même année. Les effets directs et indirects engendrés par ce

secteur représentent ainsi 88 % de la dépense initiale réalisée par les entreprises; la différence étant constituée des montants qui ne sont pas réinjectés dans l'économie québécoise, soit les importations, pour un montant de 322,2 millions et représentant 10 % de la dépense initiale, de même que les taxes indirectes totalisant 65 millions ou 2 % de la dépense initiale des entreprises du secteur. Ces montants constituent des fuites pour l'économie, ils ne sont pas dépensés de nouveau pour la demande de biens et services québécois. Soulignons également que plus de 72 % de la contribution des communications/médias au produit intérieur brut est directement attribuable aux entreprises du secteur. Les effets directs s'élèvent ainsi à 2,1 milliards.

TABLEAU 23
Effets économiques sur le produit intérieur brut
du secteur des communications/médias
(0,000 $)

Dépense initiale du secteur de la culture	3 212 317,0 $
Contribution directe au PIB au coût des facteurs	2 053 989,0 $
Effets directs et indirects sur le PIB au coût des facteurs (Multiplicateur 1,4)	2 860 332,0 $
Contribution au PIB québécois au coût des facteurs	2,1 %

Pour la majorité des domaines, les effets sur le produit intérieur brut du Québec représentent 90 % des dépenses initiales réalisées, c'est-à-dire que moins de 10 % des achats en biens et services sont faits auprès de fournisseurs étrangers par les entreprises. Seuls les domaines des médias écrits et de la publicité présentent une participation inférieure au PIB. Les importations pour ces différents domaines totalisent environ 13 % des dépenses, réduisant d'autant les effets sur l'économie québécoise.

Les effets directs du secteur des communications/médias sont un apport important à l'économie. Ceux-ci ne constituent toutefois qu'une partie de la contribution du secteur, étant donné qu'ils ne tiennent pas compte de la répétition des dépenses et de leurs effets. Le graphique XIV montre bien que les effets indirects sont importants pour certains domaines et, en particulier, pour celui des médias écrits et de la publicité.

GRAPHIQUE XIV
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias selon les domaines
(0,000 $)

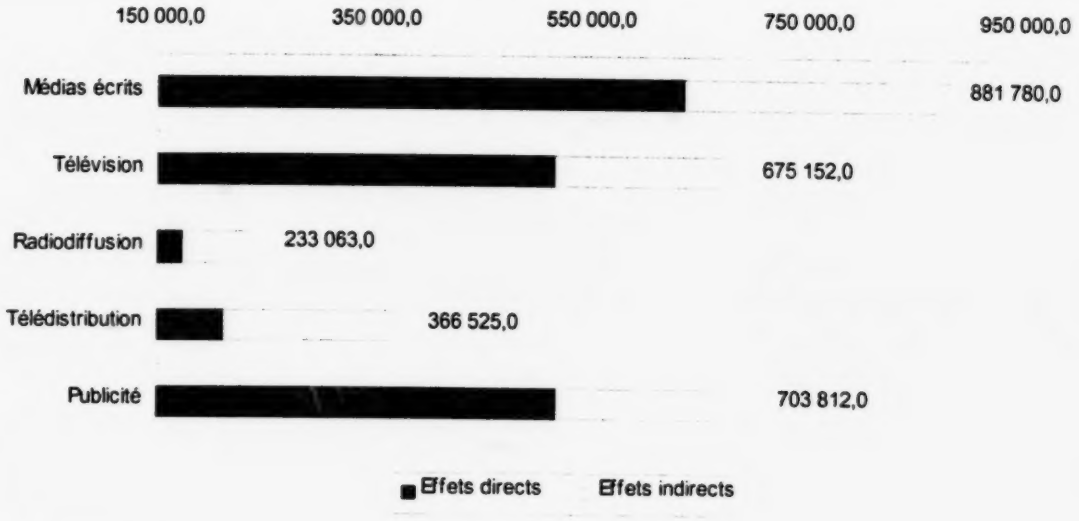


TABLEAU 24
Effets économiques sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	DÉPENSES INITIALES	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS		
		EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	% DES DÉPENSES INITIALES
Médias écrits	1 005 364,0 $	636 220,0 $	881 780,0 $	87,7
Télévision	730 558,0 $	517 389,0 $	675 152,0 $	92,4
Radiodiffusion	251 769,0 $	171 746,0 $	233 063,0 $	92,6
Télédistribution	407 518,0 $	210 556,0 $	366 525,0 $	89,9
Publicité	817 128,0 $	518 078,0 $	703 812,0 $	86,1
Ensemble du secteur	3 212 317,0 $	2 053 989,0 $	2 860 332,0 $	89,0

- *Effets sur l'emploi et les revenus de travail*

Plus de 42 000 emplois ont été créés directement et indirectement sur une base annuelle par le secteur des communications/médias au Québec en 1992. Parmi ceux-ci, 66 % sont des emplois directement reliés au secteur, soit 27 630, et 34 % sont des emplois indirects et supplémentaires dans d'autres secteurs de l'économie, soit 14 457.

Tous ces emplois ont entraîné une rémunération globale de plus de 1,7 milliard. Un montant de 1,3 milliard est directement réservé à la main-d'oeuvre du secteur des communications/médias, soit près de 40 % des dépenses initiales pour réaliser la production des biens et services du secteur. Une telle importance du revenu de travail dans l'ensemble des dépenses démontre bien la prédominance de la main-d'oeuvre au sein des entreprises. La rémunération annuelle moyenne pour les emplois dans ces entreprises atteint 40 966 $.

TABLEAU 25
Effets économiques sur l'emploi et le revenu de travail
du secteur des communications/médias
(0,000 $)

Effets directs sur la main-d'oeuvre (personnes-année)	27 630
Effets directs et indirects sur la main-d'oeuvre (personnes-année) (Multiplicateur 1,5)	42 087
Effets directs sur les revenus de travail	1 261 085,0 $
Effets directs et indirects sur les revenus de travail (54 % des dépenses initiales)	1 724 160,0 $

La main-d'oeuvre occupe une place importante dans les entreprises des différents domaines. L'importance relative du revenu de travail varie entre 28 % pour le secteur de la télédistribution et 57 % dans le cas de la radiodiffusion. Le montant de rémunération par employé connaît également une variation relativement importante entre les différents domaines; il est de 39 500 $ pour le domaine des médias écrits et de plus de 54 000 $ pour celui de la télévision (graphique XVI).

GRAPHIQUE XV
Importance du revenu de travail du secteur des communications/médias selon les domaines

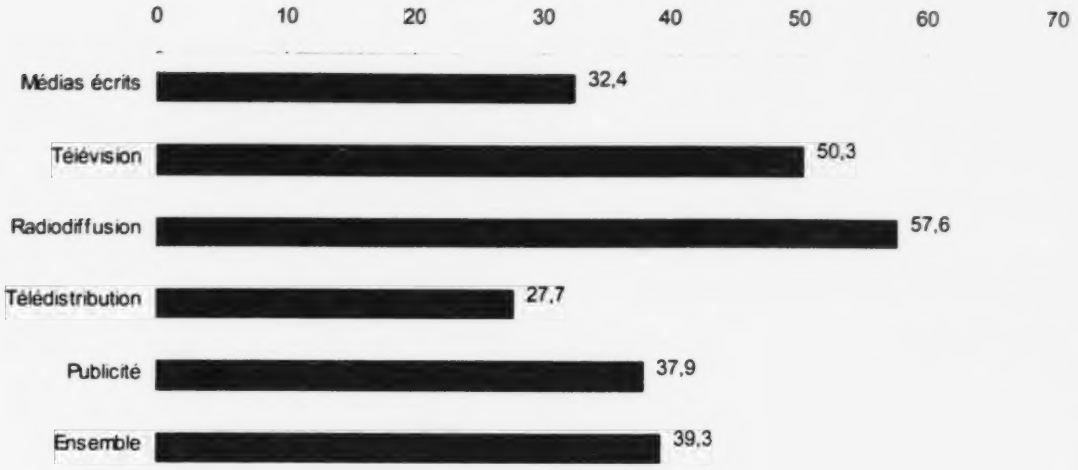
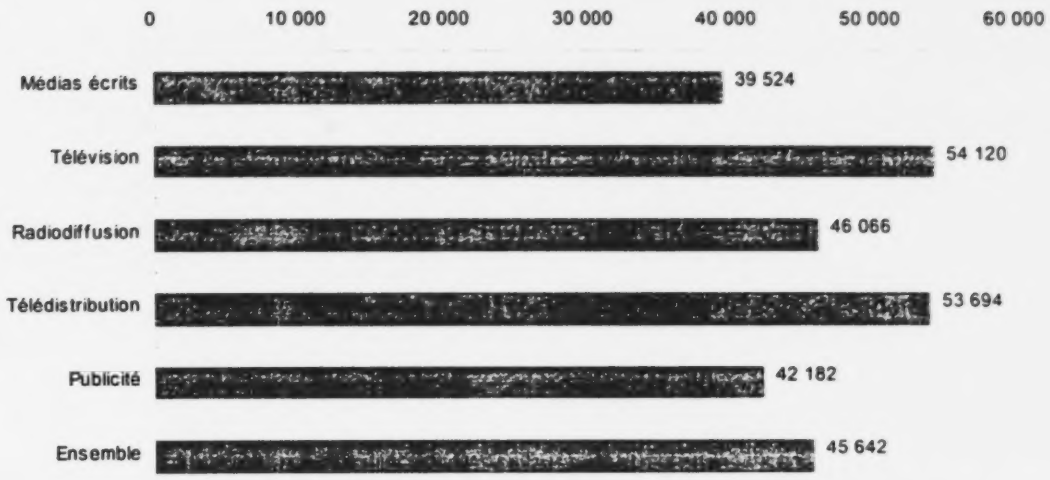


TABLEAU 26
Effets économiques sur la main-d'oeuvre et le revenu de travail du secteur des communications/médias selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE		REVENU DE TRAVAIL	
	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX	EFFETS DIRECTS	EFFETS TOTAUX
Médias écrits	8 254	12 468	326 232,0 $	485 735,0 $
Télévision	6 791	9 362	367 532,0 $	446 874,0 $
Radiodiffusion	3 146	4 151	144 923,0 $	175 936,0 $
Télédistribution	2 106	5 214	113 079,0 $	205 256,0 $
Publicité	7 333	10 892	309 319,0 $	410 359,0 $
Ensemble du secteur	27 630	42 087	1 261 085,0 $	1 724 160,0 $

GRAPHIQUE XVI
Rémunération moyenne par employé selon les domaines
du secteur des communications/médias
($)



- Effets sur les revenus des gouvernements

Les montants perçus par les gouvernements fédéral et provincial totalisent près de 780 millions. Ils proviennent des impôts sur les salaires, des taxes indirectes (taxes à la consommation), des taxes spécifiques et particulières (droits d'accise, taxes sur les carburants,...) ainsi que de la parafiscalité, c'est-à-dire les cotisations aux divers programmes publics (Régie des rentes du Québec, assurance-chômage, etc.). Près de 60 % des montants perçus proviennent des impôts sur les salaires, 33 % de la parafiscalité et 8 % des taxes indirectes.

Le gouvernement du Québec retire 57 % de l'ensemble des montants perçus, soit 440 millions, tandis que le gouvernement fédéral touche près de 336 millions, soit 43 % de l'ensemble des revenus des gouvernements.

TABLEAU 27
Effets directs et indirects sur les revenus des gouvernements
du secteur des communications/médias
(0,000 $)

REVENUS DES GOUVERNEMENTS	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Impôts sur les salaires	448 677,0 $	243 553,0 $	205 124,0 $
Parafiscalité	258 187,0 $	148 218,0 $	109 969,0 $
Taxes indirectes	64 742,0 $	43 885,0 $	20 857,0 $
Total des revenus	776 606,0 $	440 656,0 $	335 950,0 $

TABLEAU 28
Effets sur les revenus des gouvernements du secteur des communications/médias
selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	ENSEMBLE	QUÉBEC	FÉDÉRAL
Médias écrits	201 157,0	114 476,0	86 681,0
Télévision	208 197,0	117 921,0	90 276,0
Radiodiffusion	80 795,0	45 384,0	35 411,0
Télédistribution	95 248,0	55 086,0	40 162,0
Publicité	191 209,0	107 789,0	83 420,0

3.2 Impact économique du secteur

Pour obtenir l'impact total du secteur des communications/médias sur l'économie québécoise, il faut considérer les effets induits. La prise en compte des effets induits contribue à faire augmenter le niveau d'activité économique généré, si bien que l'impact total du secteur ou des différents domaines est supérieur à la dépense qui a initié la production des biens et services requis. Le nombre total des emplois ainsi créés grimpe à plus de 92 000, la contribution au produit intérieur brut passe à 4,2 milliards de dollars et les revenus des gouvernements à plus de 1 milliard. Les effets liés uniquement aux dépenses de consommation des travailleurs représentent près de 15 000 emplois de plus, un apport additionnel au PIB de 800 millions et des revenus supplémentaires pour les gouvernements de près de 200 millions. Le tableau 29 nous résume ces effets sur l'économie en identifiant les effets directs et indirects, soit ceux attribuables à la production ainsi que les effets induits et l'impact total du secteur de la culture.

TABLEAU 29
Impact économique du secteur des communications/médias
(0,000 $)

EFFETS ÉCONOMIQUES	DIRECTS	INDIRECTS	INDUITS	IMPACT TOTAL
Main-d'oeuvre	27 630	14 457	11 035	53 122
Revenu de travail	1 261 085,0 $	443 075,0 $	263 024,0 $	1 987 184,0 $
PIB au coût des facteurs	2 053 989,0 $	806 343,0 $	596 993,4 $	3 457 325,4 $
Revenus des gouvernements	541 867,0 $	234 739,0 $	210 071,4 $	986 677,4 $

Les effets induits ajoutent une contribution significative aux activités économiques générées de chacun des domaines. Comme le secteur des communications/médias est un secteur où la main-d'oeuvre est prédominante et où le revenu de travail occupe une part importante des dépenses engendrées, les dépenses de consommation des travailleurs entraînent nécessairement des effets qu'il importe de considérer. Les effets induits sont supérieurs aux effets indirects pour la majorité des domaines considérés, du moins en ce qui a trait aux effets sur le produit intérieur brut, comme le montre le graphique XVII. Le tableau 30 présente l'impact économique du secteur de la culture en regard des emplois créés, du revenu de travail, du PIB et des revenus des gouvernements selon les domaines.

GRAPHIQUE XVII
Impact économique sur le produit intérieur brut du secteur des communications/médias
(0,000 $)

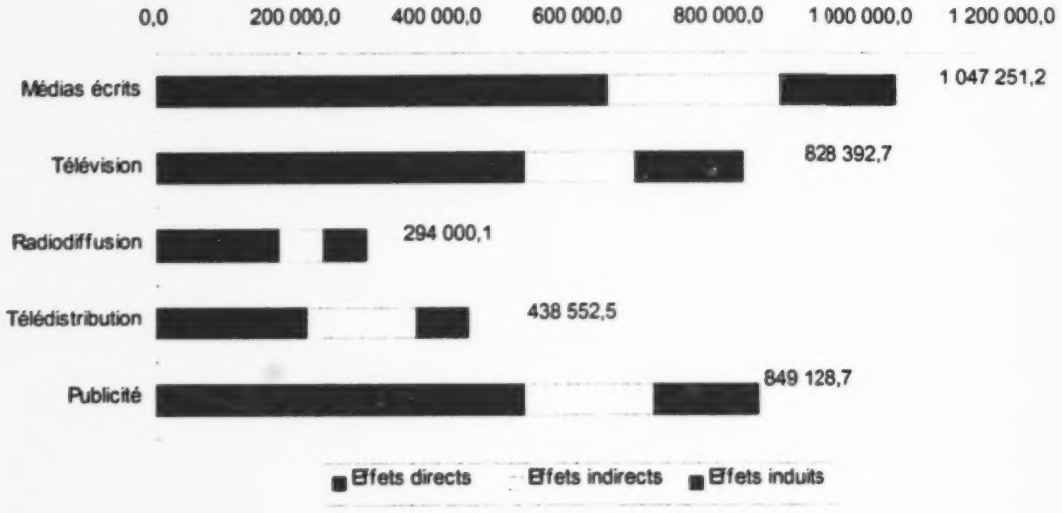


TABLEAU 30
Impact économique du secteur des communications/médias selon les domaines
(0,000 $)

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE	REVENU DE TRAVAIL	PIB	REVENUS DES GOUVERNEMENTS
Médias écrits	15 526	564 182,0 $	1 047 251,2 $	259 383,4 $
Télévision	12 194	519 522,7 $	828 392,7 $	262 119,7 $
Radiodiffusion	5 277	204 825,2 $	294 000,1 $	102 237,7 $
Télédistribution	6 545	239 403,0 $	438 552,5 $	120 593,2 $
Publicité	13 578	479 251,1 $	849 128,7 $	242 343,4 $
Ensemble du secteur	53 122	1 987 184,0 $	3 457 325,4 $	986 677,4 $

La relation entre les effets directs et l'ensemble des effets permet de déterminer certains multiplicateurs, dont celui du PIB et de l'emploi. Le multiplicateur du produit intérieur brut pour l'ensemble du secteur des communications/médias est de 1,8. Il indique que chaque dollar dépensé directement par les entreprises du secteur des communications/médias entraîne une contribution de 1,80 $ dans l'ensemble de l'économie québécoise. Ce multiplicateur varie entre 1,6 pour le domaine de la télévision et 2,3 pour celui de la télédistribution. De façon analogue, le multiplicateur de l'emploi est de 1,6 pour l'ensemble du secteur. Il varie entre 1,4 pour les domaines de la télévision et de la radiodiffusion et 2,1 pour le domaine de la télédistribution. Les multiplicateurs de l'emploi, du PIB et du revenu de travail pour chacun des domaines sont présentés au tableau suivant.

TABLEAU 31
Effets multiplicateurs des entreprises du secteur des communications/médias

DOMAINES	MAIN-D'OEUVRE	REVENU DE TRAVAIL	PIB	REVENUS DES GOUVERNEMENTS
Médias écrits	1,9	1,7	1,6	1,9
Télévision	1,8	1,4	1,6	1,6
Radiodiffusion	1,7	1,4	1,7	1,6
Télédistribution	3,1	2,1	2,1	2,3
Publicité	1,9	1,5	1,6	1,8
Ensemble	1,9	1,6	1,7	1,8

ANNEXE 1

EXPLICATION DES TERMES UTILISÉS [17]

17. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Guide économique pour le modèle intersectoriel, édition 1994*, septembre 1994.

Modèle intersectoriel du Québec et son fonctionnement

Le modèle intersectoriel est une représentation comptable du système de production de l'économie québécoise qui permet de retracer les échanges de biens et services entre les secteurs de l'économie au cours d'une année donnée. Il est un instrument d'analyse économique permettant d'évaluer et de mesurer le volume d'activité économique généré, de même que les effets ou impacts directs et indirects sur la main-d'oeuvre, la valeur ajoutée, les importations et certaines recettes fiscales et parafiscales des gouvernements. Essentiellement, c'est un modèle de propagation de la demande et des flux de pouvoir d'achat à travers le système économique, basé sur la structure des relations entre les industries. À cet effet, il fait intervenir de façon systématique les informations détaillées sur les structures de dépenses des secteurs économiques et les données de répartition intersectorielles de la demande contenues dans un tableau économique très détaillé de l'économie québécoise.

Ainsi, à partir des dépenses d'investissement, de fonctionnement ou de consommation, le modèle évalue l'impact sur les diverses variables économiques des secteurs de production selon diverses «rondes» de transactions entre les agents économiques. Chacune des rondes impliquant des dépenses pour certains agents, dépenses qui sont dans un même temps des revenus pour d'autres agents.

Ces dépenses, constituant à la fois un revenu pour un établissement produisant un bien ou un service et une dépense pour un autre, comprennent toutefois des doubles comptes. Ceux-ci sont présents à l'intérieur de chaque domaine, et entre eux également, et il faut les enrayer pour rectifier le niveau de dépenses initiales. Par exemple, dans le domaine du livre, nous soustrayons des dépenses des bibliothèques leurs achats de livres qui constituent des revenus pour les maisons d'édition ainsi que pour les librairies. Cet exercice d'élimination des doubles comptes pour un domaine permet d'obtenir un niveau de dépenses initiales n'influençant pas, à priori, le niveau d'activité de tout autre domaine retenu.

Les estimations de l'impact économique du secteur de la culture et des communications réalisées dans le cadre de ce projet sont conservatrices. Certaines activités sont exclues des calculs à cause du manque de données. De même, l'étude d'impact économique ne concerne que les dépenses de fonctionnement des entreprises culturelles; ne figurent pas dans ces chiffres les dépenses individuelles des artistes et des créateurs professionnels ainsi que les dépenses liées au fait d'assister à des activités artistiques ou culturelles, c'est-à-dire les frais de restaurant, d'hôtel et de déplacement. Soulignons finalement que les résultats calculés à l'aide du modèle indiquent des ordres de grandeur plutôt que des valeurs exactes ou absolues.

Impact économique

Désigne le changement de l'activité économique attribuable à une activité ou à un secteur donné dans l'économie québécoise, sur le produit intérieur brut, l'emploi, les salaires et les revenus des gouvernements. La méthode consiste à mesurer les effets directs, définis comme les changements spécifiques apportés à l'économie par une activité indépendante (dans notre cas les dépenses de fonctionnement des entreprises et organismes du secteur de la culture et des communications). Les effets directs constituent un «choc» pour l'économie et entraînent à leur tour d'autres répercussions (les effets indirects et les effets induits).

Produit intérieur brut (PIB)

Le produit intérieur brut est une mesure de la valeur de la production intérieure de l'économie québécoise. Elle est obtenue par la somme des rémunérations des facteurs de production, soit les salaires et gages avant impôt, et les autres revenus bruts avant impôt. Cette notion correspond également à celle de la valeur ajoutée au coût des facteurs de production.

Produit intérieur brut au coût des facteurs

Le produit intérieur brut au coût des facteurs est une mesure globale de la production d'un secteur ou d'un domaine permettant d'évaluer et de mesurer la contribution nette des entreprises à la production intérieure québécoise. Elle est obtenue en additionnant les salaires et gages avant impôt, c'est-à-dire la rémunération brute de la main-d'oeuvre et les autres revenus bruts avant impôt, comprenant la rémunération de l'entrepreneur, du capital (amortissement, dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts et autres frais (charges patronales, bénéfices marginaux).

Produit intérieur brut au prix du marché

Le produit intérieur brut au prix du marché est une mesure qui retient essentiellement les dépenses finales en biens et services d'un secteur ou domaine. Elle s'obtient en ajoutant au produit intérieur brut au coût des facteurs les taxes indirectes, c'est-à-dire les sommes versées aux administrations fédérale et québécoise suite à des achats en biens et services, et en soustrayant les sommes reçues en subventions par les entreprises du secteur.

Effets directs

Les effets directs sont l'incidence des dépenses effectuées par les entreprises ou les organismes eux-mêmes. Il peut s'agir de traitements et salaires versés aux employés, des bénéfices réalisés, des achats nécessaires au fonctionnement ou des taxes et impôts payés.

Effets indirects

Les effets indirects sont l'incidence des dépenses subséquentes effectuées par les fournisseurs de biens et services des entreprises ou organismes et les fournisseurs de ces fournisseurs.

Effets induits

Les effets induits sont des effets additionnels aux dépenses autonomes des entreprises. Ils tiennent compte des dépenses de consommation en biens et services faites par les travailleurs des entreprises concernées. Ces dépenses créent, à leur tour, une production supplémentaire et provoquent des effets multiplicateurs dans l'économie.

Main-d'oeuvre

La main-d'oeuvre représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie du Québec. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'oeuvre est la personne-année définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné.

Salaires et gages avant impôt

Les salaires et gages avant impôt correspondent à la rémunération brute de la main-d'oeuvre. Ces estimations sont établies avant toutes déductions telles que l'impôt, l'assurance-chômage, etc.

Autres revenus bruts avant impôt

Les autres revenus bruts avant impôt comprennent la rémunération de l'entrepreneur, la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, bénéfices marginaux, etc.).

Subventions

Les subventions constituent des paiements unilatéraux entre deux secteurs, sans la contrepartie d'un échange en biens et service. Ces subventions comprennent principalement des paiements par les administrations québécoise et fédérale pour favoriser des productions particulières.

Importations

Les importations représentent la contribution du secteur extérieur (international et interprovincial) pour approvisionner les secteurs de l'économie québécoise en biens et services. Le montant des importations comptabilise les importations concurrentielles et non concurrentielles et les estimations sont au prix de la production, tout comme pour les ventes des secteurs productifs. Les importations non concurrentielles englobent tous les biens qui ne peuvent être produits au Québec pour des raisons climatiques, géologiques ou autres. Les importations constituent des fuites pour l'économie québécoise.

Fiscalité et parafiscalité

Les montants de fiscalité et de parafiscalité sont calculés par tranche de salaire. L'impôt sur les salaires et gages est calculé en utilisant les tables d'impôt s'appliquant au Québec. Ainsi, le revenu imposable (revenu d'emploi moins les déductions) sert à déterminer l'impôt à payer, montant duquel on soustrait les crédits d'impôt. Pour chacun des sous-secteurs, il existe deux coefficients de fiscalité, un pour le Québec, l'autre pour le fédéral.

La parafiscalité québécoise comprend les cotisations à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) et à la Régie des rentes du Québec (RRQ). L'employeur est le seul à verser des cotisations à la CSST. Le taux de cotisation, fixé annuellement par la CSST, varie selon le secteur car il est déterminé en fonction du risque d'accident dans le milieu du travail. Le programme d'assurance-maladie du Québec se finance par le versement d'une prime par l'employeur correspondant à un pourcentage fixe de la masse salariale, et ce indépendamment du secteur considéré. La parafiscalité fédérale comprend essentiellement les contributions de l'employeur et de l'employé au régime de l'assurance-chômage.

Taxes indirectes

Les taxes indirectes constituent des paiements versés aux administrations fédérale et québécoise suite à des achats en biens et services des secteurs. Les taxes indirectes sont composées de la taxe de vente québécoise (TVQ), de la taxe de vente fédérale (TPS), ainsi que des taxes particulières comprenant les taxes et droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises. Ces taxes particulières

s'appliquent notamment sur les carburants, les boissons alcoolisées et les produits du tabac. Les montants de taxe de vente correspondent aux taxes de vente versées par les secteurs moins les remboursements des gouvernements. Les taxes indirectes sont considérées comme des fuites, ces montants ne sont pas réinjectés dans l'économie québécoises pour l'acquisition de d'autres biens et services.

ANNEXE 2

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE PAR SECTEUR ET DOMAINE D'ACTIVITÉ [18]

18. BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Étude d'impact économique pour le Québec des dépenses reliées aux activités culturelles en 1992*, juillet 1995.

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — ENSEMBLE DU SECTEUR DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS
(DÉPENSES INITIALES DE 13 086 393,0 $)
(000 $)

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	133 793	43 015	176 808
PIB au coût des facteurs	8 929 555	2 417 131	11 346 686
- Salaires et gages avant impôt	4 812 754	1 322 541	6 135 295
- Autres revenus bruts avant impôt	4 116 901	1 094 585	5 211 486
Taxes indirectes	19 752	173 323	193 075
Subventions	(671 707)	(84 476)	(756 183)
PIB au prix du marché	8 277 600	2 505 978	10 783 578
Importations	55 350	1 581 728	1 637 078

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	1 101 021	407 032	1 508 053
- Impôt sur les salaires	672 273	157 951	830 224
- Parafiscalité	416 813	134 742	551 555
- Taxe de vente (TVQ)	7 757	47 294	55 051
- Taxes spécifiques	4 178	67 045	71 223
Gouvernement du Canada	998 972	159 015	1 157 987
- Impôt sur les salaires	545 936	127 390	673 326
- Parafiscalité	325 841	92 019	417 860
- Taxe de vente (TPS)	4 882	13 231	18 113
- Taxes et droits d'accise	2 935	45 753	48 688

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — SECTEUR DE LA CULTURE
(DÉPENSES INITIALES DE 3 818 842,0 $)
(000 $)

SECTEUR DE LA CULTURE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	64 158	13 134	77 292
PIB au coût des facteurs	2 600 488	755 124	3 355 612
- Salaires et gages avant impôt	1 734 962	388 759	2 123 721
- Autres revenus bruts avant impôt	865 526	366 363	1 231 889
Taxes indirectes	13 531	61 442	74 973
Subventions	(272 566)	(24 842)	(297 408)
PIB au prix du marché	2 341 453	791 724	3 133 177
Importations	37 331	378 907	416 238

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

SECTEUR DE LA CULTURE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	368 034	123 276	491 310
- Impôt sur les salaires	199 101	44 883	243 984
- Parafiscalité	160 626	38 577	199 203
- Taxe de vente (TVQ)	6 142	16 500	22 642
- Taxes spécifiques	2 165	23 316	25 481
Gouvernement du Canada	285 680	84 879	370 559
- Impôt sur les salaires	155 451	36 045	191 496
- Parafiscalité	125 005	27 208	152 213
- Taxe de vente (TPS)	3 679	5 883	9 562
- Taxes et droits d'accise	1 545	15 743	17 288

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — SECTEUR DES COMMUNICATIONS (MÉDIAS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS)
(DÉPENSES INITIALES DE 8 850 509,0 $)
(000 $)

SECTEUR DES COMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	63 216	29 137	92 353
PIB au coût des facteurs	6 002 616	1 620 567	7 623 183
- Salaires et gages avant impôt	2 833 878	911 508	3 745 386
- Autres revenus bruts avant impôt	3 168 838	709 057	3 877 895
Taxes indirectes	0	107 510	107 510
Subventions	(396 203)	(58 102)	(454 305)
PIB au prix du marché	5 606 413	1 669 975	7 276 388
Importations	0	1 177 811	1 177 811

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

SECTEUR DES COMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	672 670	276 278	948 948
- Impôt sur les salaires	438 730	110 469	549 199
- Parafiscalité	233 940	93 906	327 846
- Taxe de vente (TVQ)	0	29 654	29 654
- Taxes spécifiques	0	42 249	42 249
Gouvernement du Canada	666 029	68 740	734 769
- Impôt sur les salaires	362 469	89 250	451 719
- Parafiscalité	184 182	63 261	247 443
- Taxe de vente (TPS)	0	6 562	6 562
- Taxes et droits d'accise	0	29 045	29 045

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS
(DÉPENSES INITIALES DE 3 212 317,0 $)
(000 $)

SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	27 630	14 457	42 087
PIB au coût des facteurs	2 053 989	806 343	2 860 332
- Salaires et gages avant impôt	1 261 085	443 075	1 724 160
- Autres revenus bruts avant impôt	793 004	363 266	1 156 270
Taxes indirectes	0	64 742	64 742
Subventions	396 203	81 207	477 410
PIB au prix du marché	1 657 786	836 088	2 493 874
Importations	0	322 153	322 153

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

SECTEUR DES COMMUNICATIONS/MÉDIAS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	300 056	140 600	440 656
- Impôt sur les salaires	195 835	52 718	248 553
- Parafiscalité	104 221	43 997	148 218
- Taxe de vente (TVQ)	0	18 454	18 454
- Taxes spécifiques	0	25 431	25 431
Gouvernement du Canada	241 811	94 139	335 950
- Impôt sur les salaires	162 478	42 646	205 124
- Parafiscalité	79 333	30 636	109 969
- Taxe de vente (TPS)	0	3 463	3 463
- Taxes et droits d'accise	0	17 394	17 394

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
(DÉPENSES INITIALES DE 5 638 172,0 $)
(000 $)

DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	35 586	14 680	50 266
PIB au coût des facteurs	3 948 627	814 224	4 762 851
- Salaires et gages avant impôt	1 572 793	468 433	2 041 226
- Autres revenus bruts avant impôt	2 375 834	345 791	2 721 625
Taxes indirectes	0	42 768	42 768
Subventions	0	(23 105)	(23 105)
PIB au prix du marché	3 948 627	833 887	4 782 514
Importations	0	855 658	855 658

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	372 614	135 678	508 292
- Impôt sur les salaires	242 895	57 751	300 646
- Parafiscalité	129 719	49 909	179 628
- Taxe de vente (TVQ)	0	11 200	11 200
- Taxes spécifiques	0	16 818	16 818
Gouvernement du Canada	304 840	93 979	398 819
- Impôt sur les salaires	199 991	46 604	246 595
- Parafiscalité	104 849	32 625	137 474
- Taxe de vente (TPS)	0	3 099	3 099
- Taxes et droits d'accise	0	11 651	11 651

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DU LIVRE
(DÉPENSES INITIALES DE 734 108,0 $)
(000 $)

DOMAINE DU LIVRE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	9 270	2 223	11 493
PIB au coût des facteurs	517 629	130 486	648 115
- Salaires et gages avant impôt	308 712	69 483	378 195
- Autres revenus bruts avant impôt	208 917	61 002	269 919
Taxes indirectes	6 013	8 743	14 756
Subventions	(384)	(4 294)	(4 678)
PIB au prix du marché	523 258	134 935	658 193
Importations	11 537	64 379	75 916

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DU LIVRE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	75 471	21 304	96 775
- Impôt sur les salaires	40 082	8 414	48 496
- Parafiscalité	31 546	7 066	38 612
- Taxe de vente (TVQ)	2 934	2 698	5 632
- Taxes spécifiques	909	3 126	4 035
Gouvernement du Canada	56 316	14 540	70 856
- Impôt sur les salaires	31 405	6 796	38 201
- Parafiscalité	22 741	4 825	27 566
- Taxe de vente (TPS)	1 593	891	2 484
- Taxes et droits d'accise	577	2 028	2 605

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DU PATRIMOINE
(DÉPENSES INITIALES DE 304 915,0 $)
(000 $)

DOMAINE DU PATRIMOINE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	5 842	415	6 257
PIB au coût des facteurs	252 281	23 235	275 516
- Salaires et gages avant impôt	177 317	12 486	189 803
- Autres revenus bruts avant impôt	74 964	10 748	85 712
Taxes indirectes	506	1 671	2 177
Subventions	(229 386)	(652)	(230 038)
PIB au prix du marché	23 401	24 254	47 655
Importations	13 065	15 565	28 630

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DU PATRIMOINE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	38 604	3 815	42 419
- Impôt sur les salaires	21 661	1 462	23 123
- Parafiscalité	16 489	1 303	17 792
- Taxe de vente (TVQ)	427	450	877
- Taxes spécifiques	27	600	627
Gouvernement du Canada	28 858	2 668	31 526
- Impôt sur les salaires	15 832	1 183	17 015
- Parafiscalité	12 974	864	13 838
- Taxe de vente (TPS)	0	228	228
- Taxes et droits d'accise	52	393	445

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE
(DÉPENSES INITIALES DE 144 762,0 $)
(000 $)

DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	3 555	374	3 929
PIB au coût des facteurs	113 920	22 264	136 184
- Salaires et gages avant impôt	54 764	10 777	65 541
- Autres revenus bruts avant impôt	59 156	11 487	70 643
Taxes indirectes	0	2 252	2 252
Subventions	(40 758)	(839)	(41 597)
PIB au prix du marché	73 162	23 677	96 839
Importations	0	7 158	7 158

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	6 724	3 780	10 504
- Impôt sur les salaires	912	1 209	2 121
- Parafiscalité	5 812	1 050	6 862
- Taxe de vente (TVQ)	0	724	724
- Taxes spécifiques	0	797	797
Gouvernement du Canada	4 717	2 455	7 172
- Impôt sur les salaires	682	978	1 660
- Parafiscalité	4 035	746	4 781
- Taxe de vente (TPS)	0	136	136
- Taxes et droits d'accise	0	595	595

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES MÉTIERS D'ART
(DÉPENSES INITIALES DE 56 201,0 $)
(000 $)

DOMAINE DES MÉTIERS ARTS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	691	227	918
PIB au coût des facteurs	31 618	13 795	45 413
- Salaires et gages avant impôt	16 378	7 332	23 710
- Autres revenus bruts avant impôt	15 240	6 463	21 703
Taxes indirectes	0	662	662
Subventions	0	(602)	(602)
PIB au prix du marché	31 618	13 855	45 473
Importations	0	10 728	10 728

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES MÉTIERS ARTS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	3 157	2 191	5 348
- Impôt sur les salaires	1 550	903	2 453
- Parafiscalité	1 607	815	2 422
- Taxe de vente (TVQ)	0	242	242
- Taxes spécifiques	0	231	231
Gouvernement du Canada	2 360	1 421	3 781
- Impôt sur les salaires	1 153	747	1 900
- Parafiscalité	1 207	485	1 692
- Taxe de vente (TPS)	0	36	36
- Taxes et droits d'accise	0	153	153

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DU DESIGN
(DÉPENSES INITIALES DE 1 217 428,0 $)
(000 $)

DOMAINE DU DESIGN	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	26 571	4 773	31 344
PIB au coût des facteurs	836 960	266 259	1 103 219
- Salaires et gages avant impôt	669 723	136 368	806 091
- Autres revenus bruts avant impôt	167 237	129 891	297 128
Taxes indirectes	0	26 256	26 256
Subventions	0	(8 813)	(8 813)
PIB au prix du marché	836 960	283 702	1 120 662
Importations	0	96 766	96 766

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DU DESIGN	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	127 667	45 138	172 805
- Impôt sur les salaires	67 968	15 230	83 198
- Parafiscalité	59 699	13 175	72 874
- Taxe de vente (TVQ)	0	5 869	5 869
- Taxes spécifiques	0	10 864	10 864
Gouvernement du Canada	100 930	31 300	132 230
- Impôt sur les salaires	51 585	12 148	63 733
- Parafiscalité	49 345	9 629	58 974
- Taxe de vente (TPS)	0	2 436	2 436
- Taxes et droits d'accise	0	7 087	7 087

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DU FILM
(DÉPENSES INITIALES DE 764 869,0 $)
(000 $)

DOMAINE DU FILM	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	9 187	3 948	13 135
PIB au coût des facteurs	359 388	234 163	593 551
- Salaires et gages avant impôt	171 506	117 787	289 293
- Autres revenus bruts avant impôt	187 882	116 376	304 258
Taxes indirectes	0	17 030	17 030
Subventions	0	(7 477)	(7 477)
PIB au prix du marché	359 388	243 716	603 104
Importations	0	145 765	145 765

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DU FILM	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	35 925	36 504	72 429
- Impôt sur les salaires	19 722	13 706	33 428
- Parafiscalité	16 203	11 706	27 909
- Taxe de vente (TVQ)	0	5 067	5 067
- Taxes spécifiques	0	6 025	6 025
Gouvernement du Canada	28 691	25 195	53 886
- Impôt sur les salaires	16 038	11 010	27 048
- Parafiscalité	12 653	8 247	20 900
- Taxe de vente (TPS)	0	1 599	1 599
- Taxes et droits d'accise	0	4 339	4 339

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DU PHONOGRAMME
(DÉPENSES INITIALES DE 208 755,0 $)
(000 $)

DOMAINE DU PHONOGRAMME	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	2 405	774	3 179
PIB au coût des facteurs	139 226	43 845	183 071
- Salaires et gages avant impôt	48 624	23 378	72 002
- Autres revenus bruts avant impôt	90 602	20 467	111 069
Taxes indirectes	0	3 222	3 222
Subventions	0	(1 345)	(1 345)
PIB au prix du marché	139 226	45 722	184 948
Importations	0	23 807	23 807

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DU PHONOGRAMME	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	8 471	7 195	15 666
- Impôt sur les salaires	3 482	2 745	6 227
- Parafiscalité	4 989	2 314	7 303
- Taxe de vente (TVQ)	0	1 060	1 060
- Taxes spécifiques	0	1 076	1 076
Gouvernement du Canada	6 075	4 923	10 998
- Impôt sur les salaires	2 492	2 203	4 695
- Parafiscalité	3 583	1 634	5 217
- Taxe de vente (TPS)	0	320	320
- Taxes et droits d'accise	0	766	766

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT CULTUREL
(DÉPENSES INITIALES DE 335 104,0 $)
(000 $)

DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT CULTUREL	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	5 576	187	5 763
PIB au coût des facteurs	308 091	10 184	318 275
- Salaires et gages avant impôt	258 608	5 348	263 956
- Autres revenus bruts avant impôt	49 483	4 836	54 319
Taxes indirectes	3 981	888	4 869
Subventions	(981)	(379)	(1 360)
PIB au prix du marché	311 091	10 693	321 784
Importations	5 724	7 596	13 320

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT CULTUREL	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	64 416	1 693	66 109
- Impôt sur les salaires	40 379	600	40 979
- Parafiscalité	21 522	553	22 075
- Taxe de vente (TVQ)	1 706	198	1 904
- Taxes spécifiques	809	342	1 151
Gouvernement du Canada	51 555	1 205	52 760
- Impôt sur les salaires	33 748	484	34 232
- Parafiscalité	16 341	373	16 714
- Taxe de vente (TPS)	928	131	1 059
- Taxes et droits d'accise	538	217	755

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES FÊTES ET FESTIVALS
(DÉPENSES INITIALES DE 68 700,0 $)
(000 $)

DOMAINE DES FÊTES ET FESTIVALS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	1 061	213	1 274
PIB au coût des facteurs	41 375	10 893	52 268
- Salaires et gages avant impôt	29 330	5 800	35 130
- Autres revenus bruts avant impôt	12 045	5 093	17 138
Taxes indirectes	3 031	718	3 749
Subventions	(1 057)	(441)	(1 498)
PIB au prix du marché	43 349	11 170	54 519
Importations	7 005	7 143	14 148

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES FÊTES ET FESTIVALS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	7 599	1 656	9 255
- Impôt sur les salaires	3 345	614	3 959
- Parafiscalité	2 759	595	3 354
- Taxe de vente (TVQ)	1 075	192	1 267
- Taxes spécifiques	420	255	675
Gouvernement du Canada	6 178	1 172	7 350
- Impôt sur les salaires	2 516	496	3 012
- Parafiscalité	2 126	405	2 531
- Taxe de vente (TPS)	1 158	106	1 264
- Taxes et droits d'accise	378	165	543

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES MÉDIAS ÉCRITS
(DÉPENSES INITIALES DE 1 005 364 $)
(000 $)

DOMAINE DES MÉDIAS ÉCRITS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	8 254	4 214	12 468
PIB au coût des facteurs	636 220	245 560	881 780
- Salaires et gages avant impôt	326 232	139 503	465 735
- Autres revenus bruts avant impôt	309 988	106 056	416 044
Taxes indirectes	0	10 461	10 461
Subventions	0	(6 441)	(6 441)
PIB au prix du marché	636 220	249 580	885 800
Importations	0	119 563	119 563

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES MÉDIAS ÉCRITS	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	75 388	39 088	114 476
- Impôt sur les salaires	47 166	17 623	64 789
- Parafiscalité	28 222	14 283	42 505
- Taxe de vente (TVQ)	0	3 251	3 251
- Taxes spécifiques	0	3 931	3 931
Gouvernement du Canada	59 496	27 185	86 681
- Impôt sur les salaires	38 080	14 466	52 546
- Parafiscalité	21 416	9 440	30 856
- Taxe de vente (TPS)	0	741	741
- Taxes et droits d'accise	0	2 538	2 538

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DE LA TÉLÉVISION
(DÉPENSES INITIALES DE 730 558,0 $)
(000 $)

DOMAINE DE LA TÉLÉVISION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	6 791	2 571	9 362
PIB au coût des facteurs	517 389	157 763	675 152
- Salaires et gages avant impôt	367 532	79 342	446 874
- Autres revenus bruts avant impôt	149 857	78 421	228 278
Taxes indirectes	0	16 033	16 033
Subventions	(284 521)	(12 242)	(296 763)
PIB au prix du marché	232 868	161 554	394 422
Importations	0	51 615	51 615

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DE LA TÉLÉVISION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	89 364	28 557	117 921
- Impôt sur les salaires	60 754	9 489	70 243
- Parafiscalité	28 610	8 104	36 714
- Taxe de vente (TVQ)	0	5 425	5 425
- Taxes spécifiques	0	5 539	5 539
Gouvernement du Canada	72 096	18 180	90 276
- Impôt sur les salaires	51 796	7 643	59 439
- Parafiscalité	20 300	5 468	25 768
- Taxe de vente (TPS)	0	917	917
- Taxes et droits d'accise	0	4 152	4 152

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DE LA RADIODIFFUSION
(DÉPENSES INITIALES DE 251 769,0 $)
(000 $)

DOMAINE DE LA RADIODIFFUSION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	3 146	1 005	4 151
PIB au coût des facteurs	171 746	61 317	233 063
- Salaires et gages avant impôt	144 923	31 013	175 936
- Autres revenus bruts avant impôt	26 823	30 304	57 127
Taxes indirectes	0	6 146	6 146
Subventions	(111 682)	(5 693)	(117 375)
PIB au prix du marché	60 064	61 770	121 834
Importations	0	18 247	18 247

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DE LA RADIODIFFUSION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	34 321	11 063	45 384
- Impôt sur les salaires	22 756	3 708	26 464
- Parafiscalité	11 565	3 181	14 746
- Taxe de vente (TVQ)	0	2 020	2 020
- Taxes spécifiques	0	2 154	2 154
Gouvernement du Canada	28 319	7 092	35 411
- Impôt sur les salaires	18 915	2 979	21 894
- Parafiscalité	9 404	2 141	11 545
- Taxe de vente (TPS)	0	363	363
- Taxes et droits d'accise	0	1 609	1 609

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DE LA TÉLÉDISTRIBUTION
(DÉPENSES INITIALES DE 407 518,0 $)
(000 $)

DOMAINE DE LA TÉLÉDISTRIBUTION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	2 106	3 108	5 214
PIB au coût des facteurs	210 556	155 969	366 525
- Salaires et gages avant impôt	113 079	92 177	205 256
- Autres revenus bruts avant impôt	97 577	63 791	161 368
Taxes indirectes	0	9 713	9 713
Subventions	0	(3 272)	(3 272)
PIB au prix du marché	210 556	162 410	372 966
Importations	0	34 453	34 453

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DE LA TÉLÉDISTRIBUTION	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	29 213	25 873	55 086
- Impôt sur les salaires	18 667	10 665	29 332
- Parafiscalité	10 546	8 455	19 001
- Taxe de vente (TVQ)	0	2 900	2 900
- Taxes spécifiques	0	3 853	3 853
Gouvernement du Canada	22 192	17 970	40 162
- Impôt sur les salaires	15 898	8 511	24 409
- Parafiscalité	6 294	6 499	12 793
- Taxe de vente (TPS)	0	448	448
- Taxes et droits d'accise	0	2 512	2 512

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DE LA PUBLICITÉ
(DÉPENSES INITIALES DE 817 128,0 $)
(000 $)

DOMAINE DE LA PUBLICITÉ	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	7 333	3 559	10 892
PIB au coût des facteurs	518 078	185 734	703 812
- Salaires et gages avant impôt	309 319	101 040	410 359
- Autres revenus bruts avant impôt	208 759	84 694	293 453
Taxes indirectes	0	22 389	22 389
Subventions	0	(7 349)	(7 349)
PIB au prix du marché	518 078	200 774	718 852
Importations	0	98 275	98 275

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DE LA PUBLICITÉ	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	71 770	36 019	107 789
- Impôt sur les salaires	46 492	11 233	57 725
- Parafiscalité	25 278	9 974	35 252
- Taxe de vente (TVQ)	0	4 858	4 858
- Taxes spécifiques	0	9 954	9 954
Gouvernement du Canada	59 708	23 712	83 420
- Impôt sur les salaires	37 789	9 047	46 836
- Parafiscalité	21 919	7 088	29 007
- Taxe de vente (TPS)	0	994	994
- Taxes et droits d'accise	0	6 583	6 583

IMPACT SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — DOMAINE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(DÉPENSES INITIALES DE 417 042,0 $)
(000 $)

DOMAINE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Main-d'oeuvre (personnes-année)	6 419	744	7 163
PIB au coût des facteurs	326 451	41 440	367 891
- Salaires et gages avant impôt	243 914	22 274	266 188
- Autres revenus bruts avant impôt	82 537	19 165	101 702
Taxes indirectes	6 221	4 371	10 592
Subventions	(2 938)	(1 532)	(4 470)
PIB au prix du marché	329 734	44 279	374 013
Importations	18 019	25 010	43 029

IMPACT SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA

DOMAINE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Gouvernement du Québec	60 317	7 478	67 795
- Impôt sur les salaires	34 442	2 599	37 041
- Parafiscalité	22 247	2 259	24 506
- Taxe de vente (TVQ)	1 615	1 140	2 755
- Taxes spécifiques	2 013	1 480	3 493
Gouvernement du Canada	47 263	5 396	52 659
- Impôt sur les salaires	28 016	2 095	30 111
- Parafiscalité	16 654	1 550	18 204
- Taxe de vente (TPS)	1 203	786	1 989
- Taxes et droits d'accise	1 390	965	2 355

ANNEXE 3

TABLEAUX SYNTHÈSES DES EFFETS ÉCONOMIQUES PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ

SYNTHÈSE DES EFFETS ÉCONOMIQUES SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ
(0,000 $)

DOMAINES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS INDUITS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	252 281,0	23 235,0	71 013,0	346 529,2
Arts de la scène	113 920,0	22 264,0	30 152,0	166 335,8
Fêtes et festivals	41 375,0	10 893,0	13 401,0	65 668,7
Enseignement culturel	308 091,0	10 184,0	90 218,0	408 492,8
Livre	517 629,0	130 486,0	135 559,0	783 673,9
Film	359 388,0	234 163,0	108 298,0	701 848,9
Métiers d'art	31 618,0	13 795,0	9 171,0	54 583,6
Phonogramme	139 226,0	43 845,0	29 215,0	212 286,1
Design	836 960,0	266 259,0	317 246,0	1 420 464,8
Secteur de la culture	**2 600 488,0**	**755 124,0**	**804 272,0**	**4 159 883,8**
Médias écrits	636 220,0	245 560,0	165 471,0	1 047 251,2
Télévision	517 389,0	157 763,0	153 241,0	828 392,7
Radiodiffusion	171 746,0	61 317,0	60 937,0	294 000,1
Télédistribution	210 556,0	155 969,0	72 027,0	438 552,5
Publicité	518 078,0	185 734,0	145 317,0	849 128,7
Secteur des communications/médias	**2 053 989,0**	**806 343,0**	**596 993,0**	**3 457 325,4**
Télécommunications	3 948 627,0	814 224,0	708 046,0	5 470 897,1
Administrations publiques	326 451,0	41 440,0	94 050,0	461 941,0
Culture et communications	**8 929 555,0**	**2 417 131,0**	**2 203 361,0**	**13 550 047,2**

SYNTHÈSE DES EFFETS ÉCONOMIQUES SUR L'EMPLOI PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ

DOMAINES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS INDUITS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	5 842	415	1 313	7 570
Arts de la scène	3 555	374	557	4 486
Fêtes et festivals	1 061	213	248	1 522
Enseignement culturel	5 576	187	1 668	7 431
Livre	9 270	2 223	2 506	13 999
Film	9 187	3 948	2 002	15 137
Métiers d'art	691	227	170	1 088
Phonogramme	2 405	774	540	3 719
Design	26 571	4 773	5 864	37 208
Secteur de la culture	**64 158**	**13 134**	**14 866**	**92 158**
Médias écrits	8 254	4 214	3 058	15 526
Télévision	6 791	2 571	2 832	12 194
Radiodiffusion	3 146	1 005	1 126	5 277
Télédistribution	2 106	3 108	1 331	6 545
Publicité	7 333	3 559	2 686	13 578
Secteur des communications/médias	**27 630**	**14 457**	**11 035**	**53 122**
Télécommunications	35 586	14 680	13 087	63 353
Administrations publiques	6 419	744	1 738	8 901
Culture et communications	**133 793**	**43 015**	**40 726**	**217 534**

SYNTHÈSE DES EFFETS ÉCONOMIQUES SUR LES REVENUS DES GOUVERNEMENTS
(0,000 $)

DOMAINES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS INDUITS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	67 462,0	6 483,0	24 988,3	98 933,3
Arts de la scène	11 441,0	6 235,0	10 609,9	28 285,9
Fêtes et festivals	13 777,0	2 828,0	4 715,5	21 320,5
Enseignement culturel	115 971,0	2 898,0	31 746,0	150 615,0
Livre	131 787,0	35 844,0	47 700,8	215 331,8
Film	64 616,0	61 699,0	38 108,1	164 423,1
Métiers d'art	5 517,0	3 612,0	3 227,0	12 356,0
Phonogramme	14 546,0	12 118,0	10 280,3	36 944,3
Design	228 597,0	76 438,0	111 633,2	416 668,2
Secteur de la culture	**653 714,0**	**208 155,0**	**283 009,1**	**1 144 878,1**
Médias écrits	134 884,0	66 273,0	58 226,4	259 383,4
Télévision	161 460,0	46 737,0	53 922,7	262 119,7
Radiodiffusion	62 640,0	18 155,0	21 442,7	102 237,7
Télédistribution	51 405,0	43 843,0	25 345,2	120 593,2
Publicité	131 478,0	59 731,0	51 134,4	242 343,4
Secteur des communications/médias	**541 867,0**	**234 739,0**	**210 071,4**	**986 677,4**
Télécommunications	677 454,0	229 657,0	249 149,0	1 156 260,0
Administrations publiques	107 580,0	12 874,0	33 094,6	153 548,6
Culture et communications	**1 980 615,0**	**685 425,0**	**775 324,1**	**3 441 364,1**

SYNTHÈSE DES EFFETS ÉCONOMIQUES SUR LES REVENUS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(0,000 $)

DOMAINES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS INDUITS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	38 604,0	3 815,0	13 864,7	56 283,7
Arts de la scène	6 724,0	3 780,0	5 886,9	16 390,9
Fêtes et festivals	7 599,0	1 656,0	2 616,4	11 871,4
Enseignement culturel	64 416,0	1 693,0	17 614,3	83 723,3
Livre	75 471,0	21 304,0	26 466,7	123 241,7
Film	35 925,0	36 504,0	21 144,2	93 573,2
Métiers d'art	3 157,0	2 191,0	1 790,5	7 138,5
Phonogramme	8 471,0	7 195,0	5 704,0	21 370,0
Design	127 667,0	45 138,0	61 939,5	234 744,5
Secteur de la culture	**368 034,0**	**123 276,0**	**157 027,2**	**648 337,2**
Médias écrits	75 388,0	39 088,0	32 306,9	146 782,9
Télévision	89 364,0	28 557,0	29 918,9	147 839,9
Radiodiffusion	34 321,0	11 063,0	11 897,5	57 281,5
Télédistribution	29 213,0	25 873,0	14 062,8	69 148,8
Publicité	71 770,0	36 019,0	28 371,8	136 160,8
Secteur des communications/médias	**300 056,0**	**140 600,0**	**116 557,9**	**557 213,9**
Télécommunications	372 614,0	135 678,0	138 240,0	819 804,9
Administrations publiques	60 317,0	7 478,0	18 362,5	86 157,5
Culture et communications	**800 965,0**	**266 432,0**	**313 629,7**	**1 468 142,1**

SYNTHÈSE DES EFFETS ÉCONOMIQUES SUR LES REVENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
(0,000 $)

DOMAINES	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS INDUITS	EFFETS TOTAUX
Patrimoine	28 858,0	2 668,0	11 123,6	42 649,6
Arts de la scène	4 717,0	2 455,0	4 723,0	11 895,0
Fêtes et festivals	6 178,0	1 172,0	2 099,1	9 449,1
Enseignement culturel	51 555,0	1 205,0	14 131,8	66 891,8
Livre	56 316,0	14 540,0	21 234,1	92 090,1
Film	28 691,0	25 195,0	16 963,9	70 849,9
Métiers d'art	2 360,0	1 421,0	1 436,5	5 217,5
Phonogramme	6 075,0	4 923,0	4 576,3	15 574,3
Design	100 930,0	31 300,0	49 693,7	181 923,7
Secteur de la culture	**285 680,0**	**84 879,0**	**125 981,9**	**496 540,9**
Médias écrits	59 496,0	27 185,0	25 919,6	112 600,6
Télévision	72 096,0	18 180,0	24 003,8	114 279,8
Radiodiffusion	28 319,0	7 092,0	9 545,2	44 956,2
Télédistribution	22 192,0	17 970,0	11 282,5	51 444,5
Publicité	59 708,0	23 712,0	22 762,5	106 182,5
Secteur des communications/médias	**241 811,0**	**94 139,0**	**93 513,6**	**429 463,6**
Télécommunications	304 840,0	93 979,0	110 909,0	509 728,0
Administration publiques	47 263,0	5 396,0	14 732,1	67 391,1
Culture et communications	**879 594,0**	**278 393,0**	**345 136,5**	**1 503 123,5**